

**Projet de Fin d'Etudes**

**LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL  
DURABLE DANS LES ZONES A  
DOMINANTE RURALE.**

**Le Pays : un outil opérationnel français du  
développement territorial durable ?**



**2007-2008**

**Directeur de recherche  
Carrière Jean-Paul  
Rochman Juliette**

**Moleiro André**



## **Formation par la recherche et Projet de Fin d'Etudes**

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.



## **Remerciements**

Je tiens à remercier sincèrement toutes les personnes qui m'ont aidé à réaliser ce mémoire dans les meilleures conditions qui soient, et plus particulièrement :

- Mlle Juliette Rochman pour sa disponibilité et ses conseils avisés ;
- M. Jean-Paul Carrière pour ses réflexions, ses remarques toujours constructives et pour l'organisation des journées de rencontres entre élèves et professeurs ;
- M. Bernard Rouchaléou, porteur de projet du Pays des Landes de Gascogne et son équipe pour l'intérêt porté au sujet et leur disponibilité ;
- Ma famille, M. Baffert, Mlle Devas, Mlle Dupeu pour leur aide, leur gentillesse et leur soutien ;
- Mes camarades de promo pour tous leurs conseils, leurs remarques et leurs encouragements continus.



## Sommaire

|   |           |
|---|-----------|
| <b>INTRODUCTION.....</b>  | <b>4</b>  |
| <b>PREMIERE PARTIE : LE DEVELOPPEMENT TERRITORIALE DURABLE : UN CONCEPT BASE SUR DEUX GRANDES THEORIES AUX DIMENSIONS DIFFERENTES A (RE)DEFINIR AFIN DE MIEUX COMPRENDRE LA SPECIFICITE DE LA RECHERCHE .....</b> | <b>5</b>  |
| <b>I. DEFINITIONS DES PRINCIPAUX TERMES DE LA RECHERCHE .....</b>   | <b>5</b>  |
| A. LE DEVELOPPEMENT DURABLE .....   | 5         |
| B. LE DEVELOPPEMENT LOCAL .....   | 10        |
| C. SYNTHESE .....   | 13        |
| <b>II. PRECISION DE LA PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE.....</b>   | <b>14</b> |
| A. PRECISION DE LA PROBLEMATIQUE .....  | 14        |
| B. METHODOLOGIE .....   | 17        |
| <b>DEUXIEME PARTIE : ANALYSE COMPARATIVE DU PAYS VAL DE GARONNE- GASCogne ET DU PAYS DES LANDES DE GASCogne .....</b>   | <b>19</b> |
| <b>I. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU CHOIX DES TERRAINS D'ETUDES .....</b>  | <b>19</b> |
| A. DEUX PAYS PROCHES MARQUES PAR DES DIFFERENCES CULTURELLES .....  | 19        |
| B. DES MODALITES DE MISE EN PLACE DIFFERENTES.....  | 22        |
| C. UNE FORTE PARTICIPATION DEMOCRATIQUE AU DEBUT DE LA DEMARCHE DES DEUX PAYS.....  | 27        |
| D. DEUX STRUCTURES ORGANISATIONNELLES DIFFERENTES MAIS COMMUNES PAR LEUR SOUPLESSE .....  | 28        |
| E. DEUX CHARTES A PRIORI EN ADEQUATION AVEC LES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE .....  | 30        |
| F. SYNTHESE.....  | 35        |
| <b>II. METHODOLOGIE ET LIMITE DE LA DEMARCHE COMPARATIVE .....</b>  | <b>38</b> |
| A. UN ASPECT QUANTITATIF A PRENDRE EN COMPTE DANS LA COMPARAISON.....   | 38        |
| B. METHODOLOGIE DE LA COMPARAISON.....  | 40        |
| <b>III. COMPARAISON RELATIVE DE LA DURABILITE DES DEUX DEMARCHES DE PAYS.....</b>   | <b>44</b> |
| A. DIMENSION SOCIAL .....   | 44        |
| B. DIMENSION ECONOMIQUE.....  | 52        |
| C. DIMENSION ENVIRONNEMENTAL.....   | 56        |
| D. TRANSVERSALITE ET COHERENCE DU PROJET PAYS.....  | 60        |
| E. SYNTHESE DE LA COMPARAISON .....   | 66        |
| <b>TROISIEME PARTIE : SYNTHESE CONCLUSIVE .....</b>   | <b>68</b> |
| A. REPONSE A L'HYPOTHESE SPECIFIQUE .....   | 68        |
| B. REPONSE A LA QUESTION GENERALE .....   | 70        |
| C. REPONSE A L'HYPOTHESE GENERALE .....   | 71        |
| <b>CONCLUSION .....</b>   | <b>72</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>  | <b>73</b> |







## **Avertissement**

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.



## Introduction

Aujourd'hui plus que jamais, le développement durable est devenu une nécessité et un enjeu majeur pour tous les acteurs du développement. Dernier grand événement pour la promotion du développement durable, la tenue du Grenelle de l'environnement, concertation nationale destinée à mettre en place des mesures favorisant le développement durable à tous les niveaux, est bien l'exemple que les dirigeants français semblent bien avoir compris l'importance du sujet. Ce pas vers le développement durable ajouté à d'autres pourrait à terme, à force d'actions engagées, conduire le territoire français vers un développement durable. C'est dans ce contexte où le développement durable occupe une place de plus en plus importante dans les politiques nationales que le développement territorial durable vient se greffer.

Le développement territorial durable n'est pas une notion évidente à comprendre et à mettre en œuvre. Bien qu'il existe une multitude d'écrits au sujet du développement durable, l'aspect concernant le développement territorial de ce concept reste aujourd'hui assez peu étudié.

Pendant longtemps, la France s'est engagée dans de nombreuses démarches favorisant le développement durable, mais les actions menées ont rarement été associées au développement des territoires. Avec la création en juin 2007 du ministère de l'écologie, de l'énergie du développement durable et de l'aménagement du territoire, le gouvernement français semble avoir fait un pas important vers le développement territorial durable en associant les deux concepts dans un même ministère. Cependant mettre en œuvre le développement territorial durable reste difficile tant le concept allie de nombreuses dimensions.

L'objectif de ce mémoire sera donc d'apporter des éléments de réponses concernant la mise en œuvre du concept sur des territoires français. Pour ce faire, il nous faudra, dans un premier temps, expliquer la notion de développement territorial durable et l'ambiguïté de ce concept. Dans un second temps nous sélectionnerons deux territoires de projet français bâtis à priori pour faire du développement territorial durable afin de voir à travers une comparaison, s'ils arrivent réellement à le mettre en œuvre. Les territoires de projets choisis seront les Pays. La comparaison se fera en deux temps, le premier prenant en compte la mise en place des deux Pays, permettant de voir si on observe des différences, notamment en termes de motivation des acteurs. Le deuxième à travers une comparaison relative du caractère durable des deux Pays choisis. Le but étant de voir si dans les Pays la motivation des acteurs joue un rôle essentiel comme ils semblent l'être pour le développement territorial durable. Finalement nous nous attacherons à travers les résultats de notre analyse comparative, à établir des éléments de réponses aux différentes hypothèses qui se bâtissent tout au long de ce mémoire, et notamment celle qui consiste à dire que le Pays serait un outil du développement territorial durable.



# Première partie : Le développement territoriale durable : un concept basé sur deux grandes théories aux dimensions différentes à (re)définir afin de mieux comprendre la spécificité de la recherche

## I. Définitions des principaux termes de la recherche

### a. Le développement durable

#### a.1. Le développement durable dans l'histoire

Aujourd'hui le concept de « développement durable » et toute sa dimension face à l'environnement peut paraître bien évident, mais il faut savoir que la notion de développement a longtemps été éloignée des préoccupations de l'environnement.

Le terme de développement naît durant la crise des années 30 et concerne principalement les pays du Sud et leur retard accumulé en termes de niveaux de vie sur les pays du Nord. Ainsi le terme de « développement » vient compléter celui de la « croissance » en « *désignant un processus plus qualitatif, qui implique des transformations à la fois économiques, sociales et politiques* »<sup>1</sup>. A cette époque les préoccupations sur l'environnement ne sont donc pas encore de mise, mais on commence à s'interroger sur la vision d'une croissance plus qualitative (importance du bien être des populations) que quantitative (importance du PIB).

En 1970, le Club de Rome, une association réunissant des scientifiques, des humanistes, des économistes, ainsi que des industriels, commence à se préoccuper de la surexploitation des ressources naturelles liée à la croissance économique et démographique. Celle-ci commande alors un rapport sur les dangers écologiques de la croissance économique et démographique. Ce rapport publié en 1972, également appelé rapport Meadows, montre « *de solides corrélations entre la croissance économique, la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources* »<sup>2</sup>, si bien que le Club de Rome finit par proposer une croissance nulle. C'est ici le début d'une prise de conscience internationale sur l'importance de l'état de l'environnement. A la même époque, l'ONU organise une conférence sur « l'environnement humain » à Stockholm qui aboutit à la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) complément du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). L'ONU scelle ainsi les notions de développement et d'environnement.

Contrairement à ce que l'on peut croire le terme de « Sustainable Development », traduit à l'époque par « développement soutenable », est énoncé pour la première fois en 1980 dans le rapport de « Stratégie mondiale de conservation » réalisé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature soutenue par le PNUE. Ce terme, qui passe quasiment inaperçu lors de sa première évocation, sera repris dans le célèbre rapport de Brundtland intitulé « Notre avenir à tous » lors de la Commission Mondiale sur l'Environnement de 1987. Le développement durable y est alors défini comme un « *développement qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* »<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Demazière, C. (2007, Mars Avril). Développement, croissance et environnement: Trois notions aux relations complexes, un tour d'horizon des controverses. Cahiers Français: Développement et environnement (337), pp. 3-8.

<sup>2</sup> Ibid

<sup>3</sup> Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Gro Harlem Brundtland. (1987). Notre avenir à tous.



Le développement durable est alors consacré en 1992 par 182 états lors du « sommet de la Terre » de Rio de Janeiro, puis en 2002 lors du « Sommet Mondial sur le Développement Durable » de Johannesburg. Les pays participants se sont engagés à établir un plan d'action visant à des propositions concrètes, notamment avec des thématiques telles que : l'accès à l'eau, les énergies, la production agricole, la biodiversité...

Nous venons donc de voir que l'idée d'un développement « *qui répond au besoin du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » a mis une quarantaine d'année à s'imposer mais comment se traduit ce concept de développement durable ?

### **a.2.Le débat sémantique**

Avant d'expliquer ce concept qu'est le développement durable, nous pouvons noter que la notion est soumise depuis son énonciation en 1980 à un débat sémantique. En effet le terme anglais de « Sustainable Development » peut se traduire sous différentes formes, chacune porteuse d'un sens plus ou moins différent.

La première et la plus connue est le terme de développement *durable*. Si on se réfère au sens économique du terme développement on obtient: « *Amélioration qualitative et **durable** d'une économie et de son fonctionnement* »<sup>1</sup>. Il ne sert donc à rien de rajouter la mention *durable* puisque par définition un développement est durable.

Cependant certains experts vont jusqu'à dire l'opposé en affirmant que le terme « développement durable » est un oxymore. En effet lorsque l'on se penche sur la définition du terme durable, elle renvoie à la définition du mot stable : « *Qui se maintient dans son état actuel* »<sup>2</sup>, et on voit bien là une opposition puisque une amélioration, un développement, ne peut se faire qu'en s'accompagnant d'un changement d'état. L'expression de développement durable comme « développement qui se maintient dans son état actuel » devient alors un non sens, voir même un contre sens, puisqu'il s'agit bien de modifier le mode de développement actuel quand on parle de développement durable. Il en est de même pour le terme *soutenable*, parfois employé et qui véhicule à quelque nuance près le même genre d'idée de conservation de l'intensité du développement actuel.

En conclusion, les termes de développement *durable* ou *soutenable* laisse sous-entendre une sorte de « rêve », consistant à croire que le développement que l'on a connu ces dernières années reste possible si on le « métamorphose » en développement durable. C'est pourquoi certains préfèrent la mention de développement *viable*, « *qui peut vivre, organiser pour aboutir* »<sup>3</sup>, plus axé sur la qualité du développement que sur le développement lui-même.

### **a.3.Les controverses sur le développement durable**

Ce débat sémantique entre trois termes qui renvoient approximativement à la même définition, masque en fait des questions plus profondes sur la pertinence du concept de développement durable.

---

1 Larousse. (1992). Le Petit Larousse.

2 Ibid

3 Ibid



En effet, comme nous venons de le voir, les différentes appellations renvoient à des définitions cherchant ; soit à montrer l'importance de continuer sur le développement que nous avons connu jusqu'à présent mais dans un souci de durabilité: *« Il faut que le développement soit continu dans le temps or les ressources s'épuisent donc il faut trouver un moyen d'optimiser ses ressources »* ; soit à souligner la nécessité d'un développement dans le respect des hommes et de leur environnement : *« Il faut cesser le développement qui ravage l'environnement et qui ne permet pas à tous les hommes d'être heureux »*. Ces deux visions de la durabilité peuvent se résumer à ce que les économistes appellent la « durabilité faible »<sup>1</sup> et la « durabilité forte ».<sup>2</sup>

Pour simplifier, la durabilité faible repose sur les principes que les progrès technologiques et la croissance économique suffiront à eux seuls à résoudre les problèmes de pollution et de bien être des hommes. Symbole de cette théorie la « *courbe environnementale de Kuznets* »<sup>3</sup> qui montre qu'à partir d'un certain seuil de croissance les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres diminuent. Des courbes analogues entre croissance et dégradation de l'environnement ont même été montrées :

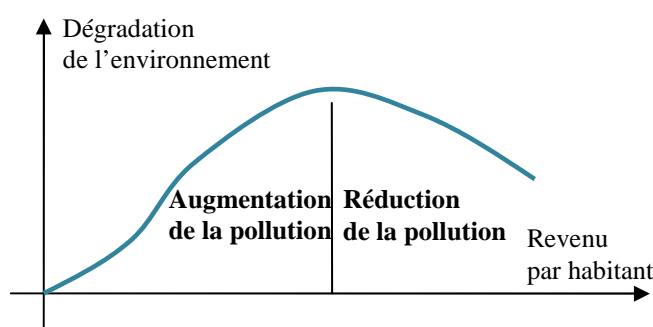


Figure 1: Courbe de Kuznets  
Source : Cahiers Français: Développement et environnement  
Réalisation personnelle

Ignacy Sachs avait déjà exprimé des réserves à l'égard de cette vision de la durabilité qui repose sur une grande confiance envers le progrès: *« Pour éviter le piège de Faust, nous devrions sous-estimer plutôt que surestimer le pouvoir des solutions purement techniques et commencer immédiatement la transition en direction de l'écodéveloppement, en dépit des incertitudes qui prédominent. »*<sup>4</sup>

C'est pourquoi les partisans de la durabilité forte pensent qu'il faut intégrer l'environnement et l'écologie au sein même de l'économie et ce le plus vite possible comme le souligne Herman Daly *« des contraintes écologiques fortes s'imposent à l'activité économique et ne peuvent être relâchées simplement sous l'influence du progrès technique ; la nature, d'une certaine manière, est irremplaçable »*.<sup>5</sup> Nous insisterons sur le fait que même si les partisans de la durabilité forte sont plus axés sur la protection de l'environnement, ils ne veulent surtout pas que celle-ci se fasse au détriment de la croissance et du développement.

<sup>1</sup> **La durabilité faible** : toutes les ressources se valent si on peut remplacer la nature par des activités humaines (ex : prélèvement de l'eau si on la nettoie, aménagements agricoles à la place de la forêt...). La nature n'est que le produit des aménagements et la priorité est à l'humanité. Dans ce progrès durable, on est capable à partir d'un certain niveau de vie d'être plus respectueux. Source : Conférence du 20 octobre 2007 à Poitiers « Naissance d'une religion: le développement durable » par **Sylvie Brunel** économiste, écrivain et géographe, spécialiste des questions de développement professeur à la Sorbonne.

<sup>2</sup> **La durabilité forte** : priorité à la planète, ne pas toucher au capital naturel s'il n'est pas capable de se régénérer. L'homme est une espèce parmi d'autres. Il faut la décroissance et une économie écologique. Source : idem.

<sup>3</sup> Graz, J.-C., & Damian, M. (2005). Développement durable et commerce international. Cahiers français (325).

<sup>4</sup> Sachs, I. (1993). L'écodéveloppement. Syros. pp.27

<sup>5</sup>



Nous pouvons supposer que le fait que la durabilité soit faible ou forte a peu d'importance dans ce projet de recherche, puisqu'il ne s'agit là que de modèles théoriques qui dépassent la notion de développement territorial durable. Nous considérerons alors dans toute notre recherche qu'un mélange de ces deux théories est tout à fait envisageable. Certes nous savons que le progrès sera capable de résoudre un grand nombre de problèmes environnementaux d'aujourd'hui, mais ce n'est pas pour cela que nous devons faire l'économie d'agir dès maintenant en intégrant l'environnement dans tous les champs possibles du développement, à fortiori du développement territorial.

#### *a.4.Définition du concept*

Après avoir expliqué brièvement l'histoire et les différentes controverses qui existent autour du terme de développement durable, essayons d'en établir une définition.

Malgré les différentes théories sur le développement durable, les définitions de celui-ci restent quand même assez proches. Commençons par celle donnée par le rapport qui a rendu célèbre le concept de développement durable :

*« [Le développement durable est] un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de " besoins ", et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.[...] Le développement durable exige :*

- Un système politique qui assure la participation effective des citoyens à la prise de décisions,*
- Un système économique capable de dégager des excédents et de créer des compétences techniques sur une base soutenue et autonome,*
- Un système social capable de trouver des solutions aux tensions nées d'un développement déséquilibré,*
- Un système de production qui respecte l'obligation de préserver la base écologique en vue du développement,*
- Un système technologique toujours à l'affût de solutions nouvelles,*
- Un système international qui favorise des solutions durables en ce qui concerne les échanges et le financement,*
- Un système administratif souple capable de s'auto corriger. »<sup>1</sup>*

Cette définition du développement durable renvoie à l'idée du développement et de la consommation infinie puisque les besoins des générations du présent semblent aujourd'hui même être infinis. On a donc une définition proche de la durabilité faible, puisqu'il semble que les seuls soucis qui font que le développement actuel ne soit pas durable sont le fait que l'état

---

<sup>1</sup> Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Gro Harlem Brundtland. (1987). Notre avenir à tous.



actuel de nos connaissances et de notre organisation sociale technique ne le permettent pas. On note que d'après la définition du rapport de Brundtland les moyens pour arriver à un développement durable nécessite une réflexion sur les dimensions : politique, économique, social, écologique, technologique et administrative.

Ignacy Sachs en rappelle une autre formulation définie par l'Union internationale pour la protection de la nature (IUCN) dans *l'écodéveloppement* :

*« Le développement durable est une amélioration des conditions de vie des communautés humaines qui respecte les limites de la capacité de charge des écosystèmes. Dans la planification du développement, il faut prendre en compte les cinq dimensions de la durabilité :*

*-La durabilité sociale : [...] le but est de construire une civilisation fondée sur un partage plus équitable afin [...] de réduire l'écart de niveau de vie entre les riches et les pauvres ;*

*-La durabilité économique : [...] il faut évaluer l'efficacité économique en termes macrosociaux plutôt qu'à travers les seuls critères micro-économiques de profit de l'entreprise ;*

*-La durabilité écologique : [...] en mettant en valeur le potentiel des ressources des différents écosystèmes à des fins socialement utiles [...]*

*-La durabilité spatiale : [...] en assurant une meilleure répartition spatiale des établissements humains et des activités économiques*

*-La durabilité et la culture : [...] il s'agit de promouvoir le changement dans la continuité culturelle [en traduisant le concept de développement durable] en une pluralité de solutions locales [...] »<sup>1</sup>*

Cette définition laisse une plus grande place aux conditions de vie des hommes et à l'état de l'environnement qu'à la croissance économique. De la même manière que précédemment, l'IUCN préconise une réflexion sur les dimensions sociales, économiques et écologiques, mais à la différence de la définition du rapport de Brundtland elle ajoute les dimensions spatiales et culturelles. On note l'importance dans les deux définitions du triptyque économie, social et environnement dans qui amène au célèbre schéma "personnes, la planète, profits".

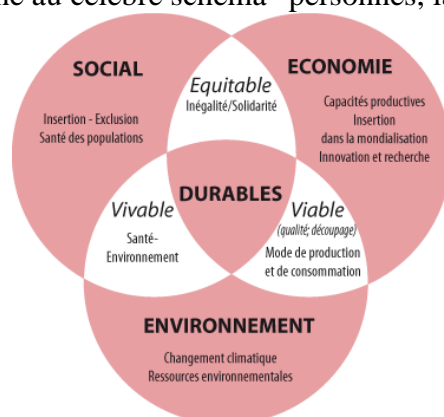


Figure 2: Schéma "personnes, planète, profits" symbole du développement durable  
Source: [www.dorean.fr](http://www.dorean.fr)

<sup>1</sup> Sachs, I. (1993). *L'écodéveloppement*. Syros. pp.28 - 31



Le concept est finalement assez abstrait et consensuel. Chacun y voit donc ce qu'il veut comme l'illustre Marcel Deneux (sénateur) :

*« De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot "développement", entendant par là que le développement tel que mené jusqu'alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif "durable" la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre... L'équivoque de l'expression "développement durable" garantit son succès, y compris, voire surtout, dans les négociations internationales d'autant que, puisque le développement est proclamé durable, donc implicitement sans effets négatifs, il est consacré comme le modèle absolu à généraliser sur l'ensemble de la planète. »<sup>1</sup>*

En conclusion de cette partie, nous pouvons dire que le concept de développement durable a été créé dans un contexte international, qui a laissé une grande largesse d'interprétation du concept. Le caractère consensuel du développement durable le rendrait ainsi responsable de son caractère théorique et assez peu concret. En effet, la plupart des pays s'accordent pour trouver de grands principes communs, comme par exemple le principe de précaution ou le principe de continuité transgénérationnelle. Mais ce sont des principes dans lesquels les individus ont du mal à se projeter ; dans le cadre du principe de précaution, comment prendre les mesures nécessaires à des événements qui risquent d'arriver mais qui ne sont jamais arrivés ? Pour l'exemple de la continuité transgénérationnelle, quels sont les moyens à mettre en œuvre pour laisser une richesse patrimoniale nécessaire aux besoins des générations futures ?

En plus de la question temporelle, se pose la question des échelles territoriales, comment arrive-t-on à articuler le concept de développement durable à une échelle autre que globale ? Comment ce concept pluridisciplinaire et théorique peut avoir une traduction opérationnelle efficace ? C'est dans ce contexte et dans ces problématiques du développement durable que vient se fixer ce mémoire de recherche.

## **b. Le développement local**

Avant de commencer à définir le terme de développement local, apportons une petite précision. Il est vrai que la notion qu'il faudrait expliquer ici<sup>2</sup> devrait être en principe celle de *développement territorial*. En fait, il faut comprendre dans le terme de *développement territorial durable*, une application à l'échelle locale des principes du développement durable. C'est pourquoi nous considérons dans notre recherche que le terme *développement territorial* désigne en fait le terme de *développement local*. Ces deux termes ont d'ailleurs été associés dans les années 1980, le *développement local* a été repris sous la forme de *développement territorial* notamment par Bernard Pecqueur. Cependant on souligne que dans ce mémoire, le

---

<sup>1</sup> Deneux, M. (2002, février 13). *L'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact possible sur la géographie de la France à l'horizon 2005, 2050 et 2100 (Tome 1 : Rapport)*. Consulté le 4 Janvier 2008, sur Bienvenue au Sénat: [http://www.senat.fr/rap/r01-224-1/r01-224-1\\_mono.html](http://www.senat.fr/rap/r01-224-1/r01-224-1_mono.html)

<sup>2</sup> D'après le titre de ce mémoire



choix de privilégier l'expression *développement territorial* traduit mieux la mise en évidence des territoires dans les processus de développement.

### ***b.1.Définition***

Le concept de développement local à largement été utilisé en France dans les années 1980 suite aux lois sur la décentralisation. Il se définit comme un :

*« Processus de diffusion, à l'échelle locale, des effets de la croissance, des innovations et des acquis culturels, accompagné d'une transformation, à partir des potentialités locales, des structures économiques, sociales et culturelles. Le développement local suppose une volonté collective de mobiliser les ressources locales, qu'elles soient naturelles, humaines, économiques ou culturelles, pour créer des activités et construire, sur un territoire homogène, un projet de développement global. Les projets doivent donc être portés par les acteurs locaux, notamment les élus : le rôle de l'Etat ne peut être que d'accompagnement de ces projets. »<sup>1</sup>*

Cette définition, souligne deux caractéristiques principales du développement local. Dans un premier temps, elle suppose que les ressources locales peuvent être la source d'un développement capable de transformer le territoire. Cette notion s'oppose, dans une certaine mesure, à ce que nous avons vu précédemment sur la naissance du concept de développement, créer dans les années 30 à l'échelle des « Pays du Sud ». Dans un deuxième temps, cette définition marque l'importance de la gouvernance, puisqu'elle souligne *la volonté collective* portée par *les acteurs locaux* comme fondement du développement local.

Le local, à travers le territoire et les acteurs qui le composent, devient donc le moteur du modèle. C'est en effet grâce à la façon dont les acteurs locaux vont se mobiliser pour tirer le meilleur parti des ressources locales que se produiront certaines synergies favorables au développement. Le développement local se caractériserait donc par le développement des ressources humaines et matérielles « *endogène* ».

Un autre aspect à ressortir de la définition du développement local, c'est que contrairement aux a priori l'aspect économique ne semble pas être l'unique aspect à prendre en compte, ainsi on souligne la présence de la transversalité des thématiques dans la démarche. On note la présence dans la définition des thématiques autres qu'économique, telles que les *ressources naturelles, humaines, sociales, et culturelles*.

### ***b.2.Traduction opérationnel du développement local***

La démarche de développement local a conduit à la création de concepts opérationnels de districts industriels,

*« Entité socio-territoriale caractérisée par l'association active, dans une aire territoriale circonscrite et historiquement déterminée, d'une communauté de personnes*

---

<sup>1</sup> Choay, F., & Merlin, P. (2005). Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. puf.



*et d'une population d'entreprises industrielles. Dans le district, à la différence de ce qui se produit dans d'autres milieux, par exemple la ville manufacturière, la communauté et les entreprises tendent, pour ainsi dire, à s'interpénétrer »<sup>1</sup>*

Qui ont dérivé vers les systèmes productifs locaux,

*« Organisation productive particulière localisée sur un territoire correspondant généralement à un bassin d'emploi. Cette organisation fonctionne comme un réseau d'interdépendances constituées d'unités productives ayant des activités similaires ou complémentaires qui se divisent le travail (entreprises de production ou de services, centres de recherche, organismes de formation, centres de transfert et de veille technologique, etc.) »<sup>2</sup>*

Ces deux concepts opérationnels destinés au développement local introduisent de nouvelles dimensions à la notion de développement formulé dans les années 30, comme l'illustre Juliette Rochman :

*« Yves Jean et Christian Calenge (2002), rappellent que les figures emblématiques du Système productif local et du district industriel sont associées à une intégration de nouveaux facteurs explicatifs dans la compréhension du développement. Les approches territoriales possèdent des caractéristiques communes :*

*-Elles encouragent le renforcement des relations entre production et territoire, c'est-à-dire la construction de réseaux matériels et cognitifs capables d'internaliser les innovations technologiques dans les processus locaux d'apprentissage productifs.*

*-Ce tissu territorial favorise l'atténuation de la concurrence grâce à des formes originales de coopération et d'inscription des activités économiques dans les relations sociales.*

*-Elles participent d'une redéfinition des relations entre les sphères publiques et privées. La production assume en effet un caractère public dans la mesure où elle implique une organisation du territoire et une prise en compte des enjeux existants.*

*-Elle favorise « l'esprit d'entreprise collectif », dans la mesure où l'entrepreneur effectue une médiation entre les fonctions sociales, administratives et politique de la production, liées au travail de différents groupes locaux dans des filières productives inscrite à des échelles supérieures. »<sup>3</sup>*

---

<sup>1</sup> Becattini, G. (1992). *Le district marshallien : une notion socio-économique*. Les Régions qui gagnent (G. Benko, & A. Lipietz, Éd.s.) Paris: PUF. pp. 133

<sup>2</sup> DATAR, *Les systèmes productifs locaux*, La Documentation française, Paris, 2002

<sup>3</sup> Rochman, J. (2008). *Développement territorial durable, historique et définition : quelle pertinence pour l'analyse et le développement des espaces ruraux en difficultés*. Tours. pp.8



Que ce soit le Système productif local ou le district industriel on se retrouve en présence d'une entité socio-économique encrée dans un territoire donné, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Une utilisation des ressources matérielles et humaines issues du territoire (développement endogène) ;
- Une coopération privée/privée qui permet le partage des connaissances et des innovations ;
- Une mise en réseau des acteurs public/privée qui permet la mise en valeur des enjeux locaux.

Ainsi on constate que la notion de *développement local* serait très opérationnelle puisqu'elle a amené la construction de modèle de développement concret.

### c. Synthèse

Nous venons donc de voir que les notions de développement durable et développement local sembleraient avoir des dimensions différentes. Tout d'abord, le développement durable se caractérise par un mode de pensée générale, une façon très théorique de voir les choses « *Le développement durable est une amélioration des conditions de vie des communautés humaines qui respecte les limites de la capacité de charge des écosystèmes*<sup>1</sup> », qui, finalement, s'oppose au caractère opérationnel et fonctionnel du développement local « *Le développement local suppose une volonté collective de mobiliser les ressources locales [...] pour créer des activités et construire, sur un territoire homogène, un projet de développement global* ».<sup>2</sup>

Dans un deuxième temps la notion de développement durable, de par sa genèse, est une vision macroscopique de voir le développement. En effet, ce concept qui a été mis en évidence par des instances internationales est finalement assez éloigné des problématiques de développement local. De prime à bord, ces deux concepts sembleraient donc assez distants, l'un serait plus opérationnel que l'autre et leurs échelles d'applications seraient différentes : locale / globale. Cependant, certains pensent que c'est justement en traitant le développement durable à l'échelle locale que celui-ci pourrait être optimal. On retrouve cette idée dans la définition de l'écodéveloppement par Sachs puisque « *il s'agit de promouvoir le changement dans la continuité culturelle [en traduisant le concept de développement durable] en une pluralité de solutions locales* ». C'est également l'idée que l'on a pu retrouver chez Chris Younès lors de sa conférence sur la Ville Nature :

*« La pensée du développement durable conduit à une pensée du projet en mouvement amené à s'adapter à des situations locales, pour finalement mieux s'adapter au contexte global. Ce rapport local/global devient tout à fait central, sachant qu'en fait il y a cette stratégie d'un projet qui va être très localisé avec des préoccupations globalisées. Le développement durable est donc un retour au local, mais ce n'est pas un local est fermé sur lui-même. »*<sup>3</sup>

Le développement local comme levier du développement durable, c'est ainsi qu'émerge aujourd'hui le terme de développement territorial durable. Cette affirmation paraît d'autant plus

<sup>1</sup> Sachs, I. (1993). L'écodéveloppement. Syros. pp.28 - 31

<sup>2</sup> Choay, F., & Merlin, P. (2005). Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement. puf.

<sup>3</sup> Younès, C. (2008). Conférence sur la ville nature. Tours.



réaliste que certains montrent qu'il existerait finalement bien plus de points communs entre développement durable et développement local que de points divergents :

| <b>Approche du développement durable</b>                    | <b>Approche du développement territorial</b>                |
|---|---|
| Satisfaction des besoins des populations.                   | Satisfaction des besoins des populations.                   |
| Valorisation prudente des ressources                        | Valorisation prudente des ressources                        |
| Viabilité économique  | Viabilité économique  |
| Qualification des populations                               | Qualification des populations                               |
| Participation des populations au processus de développement | Participation des populations au processus de développement |
| Multidimensionalité et Transversalité                       | Multidimensionalité et Transversalité                       |
| Equité sociale et spatiale                                  | Caractère stratégique                                       |
| Critères Environnementaux                                   | Importance du territoire                                    |
| Equilibre entre les différentes dimensions du développement | Développement de l'esprit d'entreprise                      |

Tableau 1: Point communs et différences entre les principaux composants du développement territorial et du développement durable

Source : Développement territorial durable, historique et définition : quelle pertinence pour l'analyse et le développement des espaces ruraux en difficultés. J. Rochman

A la fin de cette partie et au regard de ce que nous venons d'énoncer, nous pouvons penser que traiter le développement durable à l'échelle local est une solution pertinente pour arriver à un développement durable global. C'est donc sur ce constat que se base la recherche que nous allons poursuivre dans ce mémoire.

## **II. Précision de la problématique et méthodologie de la recherche**

Le contexte général formulé précédemment étant établi, on se propose dans cette partie de dresser un champ de problématiques afin d'apporter un travail contribuant à définir, dans une certaine mesure, les limites et les portées du développement territorial durable. On se propose ensuite de détailler une méthode qui nous permettra d'arriver à des éléments de réponses.

### **a. Précision de la problématique**

Nous venons de voir que mettre en œuvre le développement territorial durable serait une solution afin d'arriver à un développement durable global. Nous savons qu'en France il existe des territoires de projets, spécifiquement bâtis pour mettre en œuvre le développement durable. Pour des raisons de simplicité et de facilité d'accès aux données de ces territoires, on se propose donc d'étudier le développement territorial durable à l'échelle de ces territoires.

Cherchons alors un territoire de projet qui s'inspirerait des principes du développement territorial durable. Pour cela et afin de pouvoir avancer dans notre réflexion, donnons une définition de ce que pourrait être le développement territorial durable :



**Le développement territorial durable** serait une approche, un concept qui prendrait en compte plusieurs dimensions (sociales, économiques, écologiques, politiques...) de manière transversale ; afin qu'elles aient un impact positif sur les territoires et les populations qui les pratiquent. La finalité étant que le caractère durable de ces territoires se répercute à long terme dans le contexte global.

**Hypothèse générale :** Si on ramène la question du développement territorial durable à un contexte français, on constate que le territoire de projet qui se rapproche le plus de la définition serait le Pays, puisque par définition :

*« Le Pays favorise la mise en valeur des potentialités du territoire en s'appuyant sur une forte coopération intercommunale et sur l'initiative de la participation des acteurs locaux. Le Pays est un rassembleur d'énergie, un médiateur au service du territoire. Il poursuit la mise en œuvre d'une politique de développement durable respectant l'équilibre entre développement social, économique et respect de l'environnement ».*<sup>1</sup>

Dans cette définition des Pays on retrouve des notions très proches de celles que nous avons données du développement territorial durable : *acteurs locaux, développement durable, de potentialités du territoire, d'équilibre social économique et environnemental*. Ainsi le travail que nous allons fournir dans ce mémoire consistera à fournir dans une certaine mesure, des éléments de réponses permettant d'affirmer ou d'infirmer en partie si le Pays est vraiment une bonne échelle pour mettre en œuvre un développement territorial durable.

Afin de mieux comprendre la structure détaillons son mode de fonctionnement :

Le Pays se présente comme un territoire de projet et n'est pas une structure administrative territoriale, ni une structure consultative. La dynamique des Pays vise au meilleur emploi des crédits publics au service d'un véritable projet territorial. Il est basé sur une Charte de Pays définissant les grandes problématiques et orientations du territoire et le Contrat de Pays acte fondateur de celui-ci.

Le Contrat consiste en la réalisation d'un certain nombre de projets (ou actions) répondant à chacun des axes de la Charte. Chaque projet est basé sur un partenariat entre les différents acteurs (Communes, EPCI, Département, Région, Etat, Europe, entreprises ou particuliers). Ainsi, la démarche Pays a pour but de faire se rencontrer les différents acteurs d'un territoire afin de faire émerger des projets et des partenariats. Les projets qui seront alors subventionnés par le maître d'ouvrage issu du territoire (Commune, EPCI, particulier ou privé), par le Département, la Région, l'Etat ou encore l'Europe.

On souligne que les notions de coopération, d'initiative et de participation sont essentielles pour une bonne conduite de la démarche Pays. De la même manière il semblerait qu'il ne pourrait y avoir de développement territorial durable sans une participation importante des acteurs locaux (Elus, entreprises, citoyens, etc.). C'est ce que le rapport de Brundtland entendrait par « *système administratif souple* » ; ainsi, un développement local ne pourrait être durable que s'il n'est pas imposé par une volonté rigide<sup>2</sup> extérieure qui ne connaît pas les spécificités du territoire. C'est

---

<sup>1</sup> Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 Juin 1999

<sup>2</sup> Comme ce fut le cas avant les lois sur la décentralisation



pourquoi une forte implication des acteurs locaux semblerait être une condition nécessaire à la bonne conduite d'un développement territorial durable :

*« Le territoire, parce qu'il est un construit social particulier (car ses caractéristiques diffèreront selon les sociétés qui auront contribué à sa construction), et qu'il est à la fois résultat et facteur d'émergence de certaines caractéristiques (dont les spécialisations productives, la propension à l'initiative et l'identité collective) est intimement lié à la notion d'endogénéité sur laquelle repose largement le développement territoriale durable.*

*La précision apportée par E. SABOURIN et O. TEIXEIRA (2002) introduit une autre dimension liée au territoire, celle de l'action collective et donc, implicitement, de l'implication des populations locales (qualifiées d'acteurs, ce qui est révélateur) dans le processus de développement.*

*« Un territoire n'est pas simplement un ensemble d'attributs naturels, il se construit en fonction de la capacité de ses acteurs à établir des relations organisées (marchandes ou non) qui favorisent non seulement l'échange d'informations et la conquête de certains marchés mais également la pression collective pour l'existence de biens publics et d'une administration capable de dynamiser la vie régionale. » »<sup>1</sup>*

Ainsi comme l'illustre cette citation, la participation des acteurs locaux sous forme de réseau associé à une forte implication de ceux-ci serait un élément à part entière de la caractérisation du territoire. Ainsi, la motivation des acteurs locaux à bâtir un projet commun et serait un élément nécessaire à l'établissement d'un développement territorial durable.

C'est parce que le Pays laisse une part importante à la gouvernance locale, et parce que la motivation des acteurs locaux semble être un levier du développement territorial durable, qu'on se propose d'étudier le développement durable sous l'angle de la participation des acteurs locaux. D'où la **question générale** : A partir de l'exemple des Pays peut-on affirmer que la motivation des acteurs locaux à établir un projet commun est un levier au développement territorial durable ?

Nous allons tenter d'observer des éléments qui pourraient nous aider à affirmer cette hypothèse à partir d'une étude de cas comparative sur deux pays, selon une méthode qui sera décrite dans une autre partie de ce mémoire. L'idée est de prendre deux pays comparables afin de voir si la façon dont se sont mises en place leurs gouvernances respectives est corrélable avec le caractère durable de leur développement. Nous tenterons d'avoir des Pays avec des histoires différentes, dans le but de mettre en évidence le fait que des corrélations entre des acteurs motivés et un développement territorial durable existent. Ainsi, notre hypothèse est de considérer que la gouvernance initiale, au début de la démarche Pays va être corrélable avec le caractère durable du développement de celui-ci.

---

<sup>1</sup> Rochman, J. (2007). *Territoire et développement territorial durable : pertinence, potentiel et résultats dans le cadre de stratégies de développement. Réflexions à partir des cas de deux régions rurales en difficulté du Brésil. Colloque de l'ASRDLF*. Grenoble. pp 5



Ainsi, si nous considérons:

- Que les deux Pays étudiés sont comparables ;
- Que nous connaissons leur histoire notamment en terme d'implication des acteurs locaux ;
- Que les méthodes pour évaluer le caractère durable d'un territoire sont fiables, ne serait-ce que partiellement<sup>1</sup> et qu'elles permettent au moins d'étudier la durabilité relative entre les deux pays ;
- Que nous avons suffisamment de recul pour pouvoir évaluer le caractère durable de la démarche Pays ;

Nous pourrions donc, à travers notre étude de cas comparative entre deux Pays, apporter des éléments de réponses permettant d'affirmer ou d'infirmer l'**hypothèse spécifique** selon laquelle il existerait une corrélation entre la volonté des acteurs de se mobiliser au début du projet Pays et le caractère durable du développement du territoire. Il est évident que la conclusion dégagée ne pourra se justifier qu'à l'échelle des territoires d'études mais ne pourra en aucun cas être généralisable à l'ensemble des Pays.

Afin d'apporter une réponse qualitative nous proposons d'étudier spécifiquement les questions suivantes :

Si la relation entre motivation des acteurs locaux et développement territorial durable est mise en évidence, comment se caractérise-t-elle? Dans quelle mesure cette motivation est-elle une nécessité au développement territorial durable ? Quel sont les fondements et pré requis qui semblent être nécessaire pour arriver à des acteurs impliqués dans la démarche de Pays et conduisant à du développement territorial durable?

## b. Méthodologie

Afin de confirmer l'hypothèse spécifique<sup>2</sup> nous mettrons en perspective deux expériences de Pays. Il est évident que cette analyse comparative ne permettra pas d'établir une réponse généralisable à tout les autres Pays de France. Elle permettra cependant d'ajouter une observation à toutes les observations qui ont été faites sur les liens entre développement territorial durable et gouvernance.

Pour cela nous avons choisi deux pays situés en Aquitaine et très proche l'un de l'autre : le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne. Ces deux Pays n'ont pas forcément été choisis pour leur exemplarité en terme de développement durable, mais parce qu'ils reflètent tout les deux la problématique spécifique, par une genèse différente. Cependant, nous considérons qu'ils appliquent quand même les principes du développement territorial durable, puisque nous avons émis l'hypothèse que par définition le Pays serait un territoire de projets s'inspirant du concept. L'intérêt est donc d'analyser dans quelle mesure (relativement l'un par rapport à l'autre) ils appliquent un développement territorial durable et en quoi leur histoire et leur gouvernance influent sur ce processus. Ces deux Pays permettent une comparaison simple puisqu'ils sont situés dans une même zone géographique et donc soumis à des problématiques communes. Nous justifierons de manière plus précise le fait que nous pouvons bien comparer les deux Pays dans la partie de ce mémoire qui consacrera une description de ceux-ci.

---

<sup>1</sup> L'exhaustivité est difficile lorsqu'on parle de développement durable

<sup>2</sup> Selon laquelle la façon dont les acteurs vont se mobiliser au début d'un projet Pays (gouvernance initiale) va avoir une influence sur le caractère durable du développement d'un territoire.



Dans la suite de ce mémoire la méthode sera la suivante :

Nous commencerons d'abord par une description comparative des Pays étudiés suivant un modèle d'analyse prenant en compte : la situation géographique, les modalités de création du Pays, la participation démocratique initiale, le mode d'organisation du Pays et la Charte. Nous effectuerons une synthèse afin de montrer en quoi l'étude de cas va permettre de répondre à nos hypothèses. Cette synthèse nous permettra de faire émerger la légitimité d'une comparaison, mais aussi les différences entre les deux Pays et notamment en termes de mobilisation des acteurs locaux.

Dans un deuxième temps, nous sélectionnerons une méthode permettant de comparer relativement le caractère durable du développement engagé par les deux Pays, afin de déterminer s'il y a une structure qui offre un développement territorial plus durable que l'autre. Pour cela, nous utiliserons les rapports d'évaluations réalisés en 2007 et nous réaliserons des entretiens avec quelques uns des acteurs des Pays.

Enfin, les éléments mis en évidence permettront de voir dans quelle mesure nous pouvons établir une corrélation entre gouvernance initiale et caractère durable du développement du territoire. Enfin, nous ferons émerger de nouvelles hypothèses notamment sur l'existence possible de pré-requis nécessaires pour arriver à une gouvernance conduisant à un développement territorial durable.

#### Récapitulatif des problématiques de recherche :

**Hypothèse générale:** Dans le cas français, le Pays serait une bonne échelle pour mettre en œuvre la territorialisation du développement durable.

**Le développement territorial durable** serait une approche, un concept qui prendrait en compte plusieurs dimensions (sociale, économique, écologique, politique...) de manière transversale ; afin qu'elles aient un impact positif sur les territoires et les populations qui les pratiquent. La finalité étant que le caractère durable de ces territoires se répercute à long terme, dans le contexte global.

**Question générale :** A partir de notre étude de cas et suivant l'exemple des Pays peut-on affirmer que la motivation des acteurs locaux à établir un projet commun est un levier au développement territorial durable ?

**Hypothèse spécifique:** Dans le cadre de notre étude de cas, il existerait une corrélation entre la volonté des acteurs de se mobiliser au début du projet Pays et le caractère durable du développement d'un territoire.

**Question spécifique :** Comment se caractérise la corrélation entre motivations des acteurs locaux et développement territorial durable? Dans quelle mesure cette motivation est-elle une nécessité au développement territorial durable ? Quel sont les fondements et pré requis qui semblent être nécessaire pour arriver à des acteurs impliqués dans la démarche de Pays et conduisant à du développement territorial durable?



## Deuxième partie : Analyse comparative du Pays Val de Garonne-Gascogne et du Pays des Landes de Gascogne

### I. Présentation et justification du choix des terrains d'études

Cette présentation du Pays Val de Garonne-Gascogne s'appuie sur le stage de groupe que j'ai effectué en 2007 au sein de la structure. Tout ce qui est présenté ici est donc issu d'une observation commune et a été validé par le porteur de projet du Pays Mme Lydia Gatto-Lachaize. La présentation du Pays des Landes de Gascogne s'appuie sur le diagnostic du territoire d'étude réalisé en 2001 ainsi que sur les entretiens téléphoniques réalisés avec Mr Bernard Rouchaléou porteur de projet du Pays des Landes de Gascogne.

#### **a. Deux Pays proches marqués par des différences culturelles**

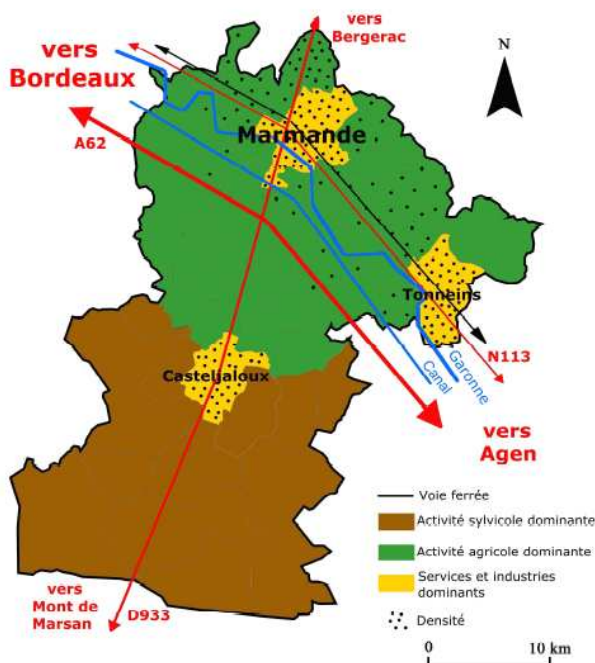
##### ***a.1. Pays val de Garonne-Gascogne***

Situé au sud-ouest du Département du Lot-et-Garonne en Aquitaine, le Pays Val de Garonne-Gascogne est un territoire à dominante rurale, structuré par trois pôles : Marmande, Tonneins et Casteljaloux. Le Paysage du Pays Val de Garonne-Gascogne est très hétérogène, ce qui se traduit par des activités différentes au Nord et au Sud de celui-ci.

Au nord on trouve la Vallée de la Garonne avec ses champs et ses serres coupés par les différentes voies de communication (Garonne, Canal « entre deux mers », chemin de fer, A62). Ainsi le Nord du Pays est très agricole, et très accessible. De plus, on y trouve deux pôles urbains: Marmande et Tonneins qui concentrent la population. Ce qui fait de la partie Nord du Pays, une zone beaucoup plus peuplée que le Sud.

Au Sud, on trouve le début de la forêt des Landes avec ses Pins maritimes ainsi que la station thermale de Casteljaloux dotée d'une activité touristique importante.

Les activités industrielles sont quant à elles concentrées au niveau des trois pôles : Marmande, Tonneins et Casteljaloux.

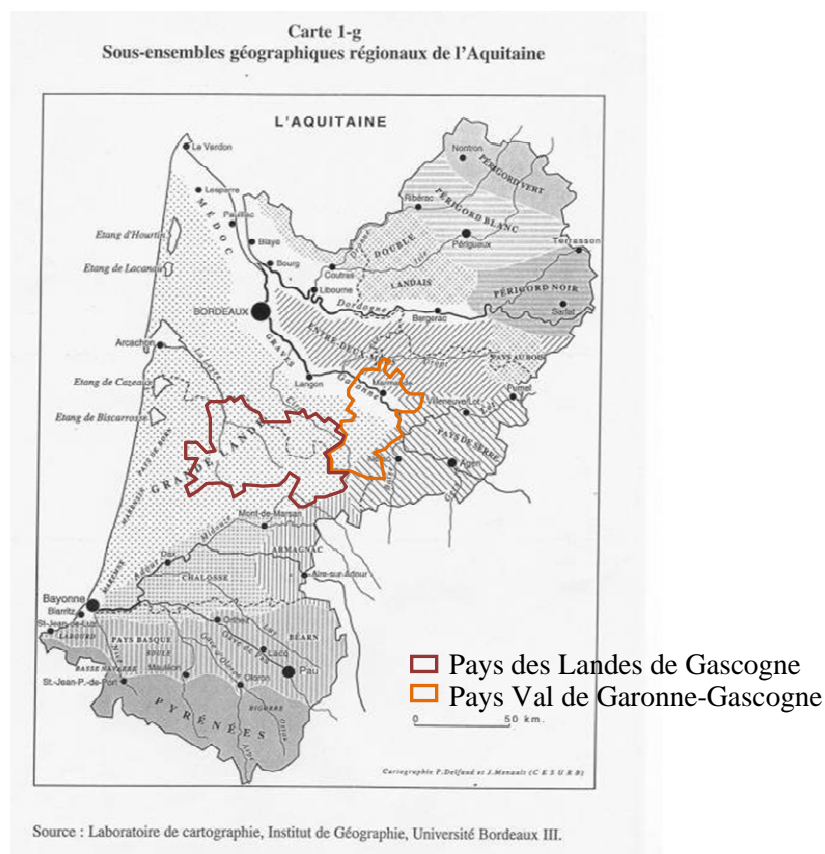


Carte 1 : Paysages et activités dominantes du Pays Val de Garonne-Gascogne  
Source : Stage de Groupe PVDGG 2007



## a.2.Pays des Landes de Gascogne

Situé au centre de la région Aquitaine, le Pays des Landes de Gascogne est un territoire à dominante rurale. Ce vaste périmètre de 54000 habitants et de 4 469 km<sup>2</sup> est bordé par la Garonne et l'agglomération bordelaise au Nord, les portes de Mont-de-Marsan au Sud, l'arrière-pays océanique à l'Est et les coteaux de l'Armagnac à l'Ouest. Ce qui caractérise ce territoire c'est d'abord l'absence de pôles principaux. De plus, contrairement au Pays Val de Garonne-Gascogne, le Pays des Landes de Gascogne offre un paysage homogène. Le territoire se situe au centre du triangle des Landes de Gascogne constitué par l'essentiel de sédiment sablonneux caractérisé par une forêt de pins plantée au XIX<sup>ème</sup> siècle et qui couvre aujourd'hui 78% de la superficie du territoire du Pays.



Carte 2 : Situation du Pays des Landes de Gascogne

Le territoire est également traversé par plusieurs routes nationales, une ligne T.G.V et se situe au sud de l'autoroute l'A62 Bordeaux-Toulouse. Ainsi le territoire n'est pas enclavé. On souligne que le territoire du Pays est à cheval sur deux départements, la Gironde et les Landes.



### a.3.Bilan

Comme nous pouvons le constater, les deux Pays sont limitrophes ce qui laisse penser qu'ils auront des problématiques communes<sup>1</sup>. De prime abord, on observe pour le Pays Val de Garonne-Gascogne une importante hétérogénéité paysagère du pays puisque l'on passe très vite de vastes champs de serres à de grandes forêts de pins. Une hétérogénéité paysagère qui souligne profondément deux modes de vie différents entre le Nord et le Sud du territoire. Pour caricaturer, le Nord du territoire est très proche des territoires "bordelais", on y observe notamment une pratique importante du football, ce qui s'oppose à un sud plus "landais" où la pratique du rugby est très importante. A travers cet état de fait<sup>2</sup> qui peut paraître anecdotique, il apparaît une observation qui contraste avec la vocation première d'un Pays : « *un territoire présentant une cohésion géographique, culturelle, économique et sociale, porteur d'un projet de développement durable* ».<sup>3</sup>

Au contraire, le territoire du Pays des Landes de Gascogne est construit sur une unité paysagère et culturelle marquée par la forêt landaise. Cette unité souligne un lien avec la vocation première d'un Pays : « *un territoire présentant une cohésion géographique, culturelle, économique et sociale, porteur d'un projet de développement durable* ».<sup>4</sup>

Pour conclure, le Pays des Landes de Gascogne (PLG) semblerait donc avoir une cohésion culturelle, une identité collective plus forte que le Pays Val de Garonne-Gascogne (PVGG) de par une unité paysagère plus marquée pour le PLG. On peut supposer que cette identité plus marquée pour le PLG aura une incidence sur la volonté des acteurs à participer à un projet commun comme le Pays. Au contraire il se pourrait que le PVGG souffre d'un manque identitaire et que cela se reflète dans la motivation de ses acteurs à participer à un projet commun.

Le tableau suivant récapitule les points communs et les différences en termes de morphologie :

|                       | <b>Pays Val de Garonne-Gascogne</b>   | <b>Pays des Landes de Gascogne</b>   |
|-----------------------|---|--|
| <b>Points communs</b> | -Territoire situé en Aquitaine proche de Bordeaux<br>-5358 km <sup>2</sup> / 61 000 habitants<br>-Territoire rural                    | -Territoire situé en Aquitaine proche de Bordeaux.<br>-4469km <sup>2</sup> / 54000 habitants<br>-Territoire rural              |
| <b>Différences</b>    | -Territoire avec pôles centraux<br>-Territoire hétérogène (Paysage, culture, réseau de transport...)<br>-Deux communautés de communes | -Absence de pôles centraux<br>-Territoire homogène (Paysage, culture, réseau de transport...)<br>- Dix communautés de communes |

Tableau 2: Tableau récapitulatif de la morphologie des Pays étudiés

<sup>1</sup> Nous le verrons plus tard

<sup>2</sup> Qui nous avait été souligné par un des membres du conseil municipal de Casteljaloux

<sup>3</sup> Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 Juin 1999

<sup>4</sup> Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 Juin 1999



## b. Des modalités de mise en place différentes

Bien que les deux Pays soient très proches géographiquement, nous allons voir ici que les modalités de leurs mises en place sont au contraire très différentes. Ce qui va nous permettre de les comparer notamment en termes de motivation de leurs acteurs à réaliser un projet commun.

### b.1. Pays Val de Garonne-Gascogne : une création mouvementée

Comme nous l'avons vu précédemment, le territoire du Pays Val de Garonne-Gascogne présente une hétérogénéité en termes de paysage, mais aussi en termes d'activités économiques. On peut penser que cette hétérogénéité a sûrement influé l'histoire de la mise en place du Pays. Afin de mieux comprendre les explications qui vont suivre, soulignons que le Pays Val de Garonne-Gascogne se compose de deux communautés de communes : la CC Val de Garonne au nord et la CC des Coteaux et Landes de Gascogne au Sud. Ainsi que quatre communes indépendantes comme le montre la carte ci-dessous :



Carte 4: Carte du Pays Val de Garonne Gascogne  
Source : Stage de groupe PVDGG 2007

Après avoir présenté la structure, détaillons les modalités de création du Pays Val de Garonne Gascogne.

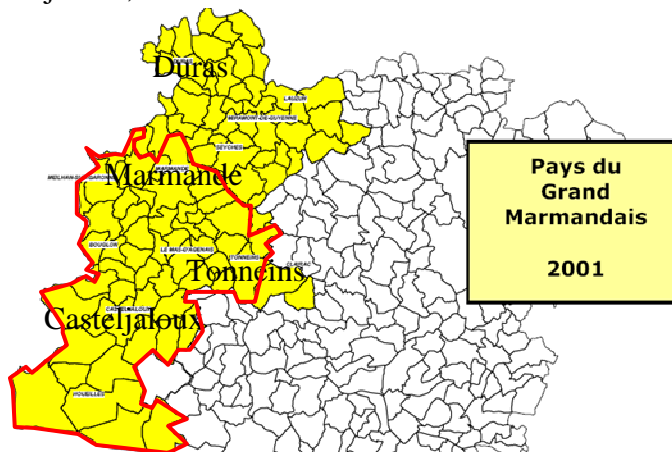
### *Un engagement à l'émergence de la démarche Pays en France*

Le Pays Val de Garonne-Gascogne s'est impliqué relativement tôt dans l'élaboration d'un projet territorial puisque une large partie du territoire a été retenue par la DATAR, dans le cadre de l'appel à candidature « Pays en émergence » lancé en 1998. Cette initiative a mobilisé au départ un grand nombre d'acteurs locaux désireux de participer au développement de leur territoire.



### **Première réflexion sur le Pays Val de Garonne – Guyenne – Gascogne**

Dans l'optique de conforter cet esprit de coopération engagée en 1998 et de renforcer les initiatives locales ayant pour objectif de répondre aux enjeux de développement du territoire, la Communauté de Communes du Val de Garonne a engagé en 2001 une réflexion pour la création d'un Pays Val de Garonne – Guyenne – Gascogne (ou Pays du Grand Marmandais). Le périmètre initialement envisagé comportait 103 communes, allant de Marmande en passant par Tonneins, Duras et Casteljaloux, comme le montre la carte ci-dessous :



Carte 5 Projet Pays du Grand Marmandais 2001  
Source : CC Val de Garonne

Après consultation, la commune Duras, a préféré s'orienter vers des communes plus rurales dans le cadre d'un Pays du Dropt élargi.

Déjà là, on observe un manque de pertinence dans le choix du périmètre de base du Pays. Un territoire de projet devrait être avant tout un territoire de dialogue, et une "coopération historique". Or ici de toute évidence il n'y a pas eu de dialogue avec Duras pour son intégration au Pays Val de Garonne-Gascogne. De ce fait, comme il n'y jamais eu de projets communs avec la ville de Duras, elle a préféré s'écarter du projet car elle se trouvait plus de points commun avec les communes du Pays du Dropt.

### **Une définition difficile du territoire du Pays Val de Garonne-Gascogne**

Les Communautés de Communes du Val de Garonne et des Coteaux et Landes de Gascogne ont décidé de ne pas forcer la décision de ces communes du Nord et ont engagé la constitution d'un Pays Val de Garonne-Gascogne. Cependant, en plus de ce refus, on souligne que l'adhésion au Pays de la commune de Casteljaloux n'a pas été évidente. En effet, Casteljaloux (voir Carte 3) faisait initialement partie d'un autre Pays : Le Pays d'Albret. Selon les représentants de la commune de Casteljaloux cette relation initiale avait plus de sens car les points communs étaient plus nombreux avec les communes du Pays d'Albret. La Commune de Casteljaloux se trouvant au centre du territoire du Pays Val de Garonne-Gascogne et le périmètre du Pays devant être sans enclave<sup>1</sup>, elle a été **contrainte**<sup>2</sup> d'adhérer au Pays Val de Garonne-Gascogne. Ainsi, le périmètre définitif a été validé par arrêté préfectoral en 2004 et comportait :

- La Communauté de Communes du Val de Garonne : 31 communes et 48 326 habitants.
- La Communauté de Communes des Coteaux et Landes de Gascogne : 23 communes et 6 068 habitants
- Quatre communes non adhérentes à l'intercommunalité, représentant 6 536 habitants : Casteljaloux, Fauillet, Leyritz Montcassin, Montpouillan.

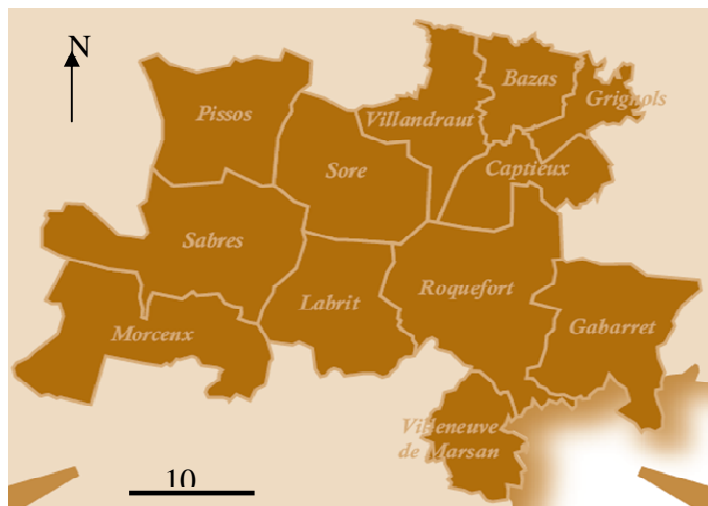
<sup>1</sup> Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 Juin 1999

<sup>2</sup> Le mot *contrainte* a été entendu lors d'un entretien avec un conseiller municipal



## ***b.2.Pays des Landes de Gascogne : une mise en place logique de la démarche Pays***

Nous l'avons vu précédemment, le territoire du Pays des Landes de Gascogne présente une homogénéité en termes de paysage et de culture. On peut penser que cette homogénéité a surement influé l'histoire de la mise en place du Pays. Afin de mieux comprendre les explications qui vont suivre, soulignons que le Pays des Landes de Gascogne se compose de douze communautés de communes comme le montre la carte ci-dessous :



Carte 6: Périmètre du Pays des Landes de Gascogne  
Source : Carte d'identité du Pays des Landes de Gascogne

Détaillons les modalités de la mise en place du Pays des Landes de Gascogne.

### ***Une coopération locale ancienne et porteuse du projet Pays***

Détaillons la mise en place du Pays des Landes de Gascogne au travers de ce qui est écrit dans le diagnostic :

*« En 1970, le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne a été créé sur le bassin versant de la Leyre, comme mode de réponse à la dévitalisation que subissait ce territoire. Quelques années plus tard, sur un espace plus vaste au cœur du massif forestier aquitain, des acteurs locaux se mobilisaient pour lutter contre cette désertification et créaient en 1980 l'AIRIAL (Association Interdépartementale pour le Renouveau, l'Industrialisation et l'Aménagement de la haute Lande). Le Parc qui avait aussi contribué à la création de cette association est membre de l'AIRIAL et les deux organismes œuvrèrent ensemble dès 2002 pour construire une culture commune de développement. L'AIRIAL (structure porteuse du Pays) en partenariat avec le Parc Naturel Régional prépare la naissance du Pays, territoire caractérisé par une cohésion géographique, culturelle, économique et sociale. Les collectivités territoriales et leurs groupements se sont alors associés pour élaborer et mettre en œuvre une charte de développement durable en associant les représentants des activités économiques, sociales, culturelles et associatives réunis au sein d'un conseil de développement. »<sup>1</sup>*

<sup>1</sup> Pays des Landes de Gascogne. (2003). Diagnostic: Pour un Pays vivant, attractif et accueillant.



On voit donc ici que la mise en place du Pays est issue d'organismes ayant une vision des coopérations inter-structure beaucoup plus ancienne que ce que l'on a observé pour le PVGG, puisqu'il existe une coopération datant de 1970 à travers le PNR des landes de Gascogne. De plus il existe une autre structure qui marque une volonté commune de développer le territoire: l'Association Interdépartementale pour le Renouveau, l'Industrialisation et l'Aménagement de la haute Lande, elle-même créée bien avant la LOADDT. Finalement, l'association de ces deux entités pour créer le Pays paraît bien refléter, au premier abord, la philosophie de la LOADDT puisqu'on se trouve avec des acteurs désireux de coopérer pour le développement durable de leur territoire.

### ***Les structures intercommunales socles du Pays des Landes de Gascogne***

Fin 2002, le périmètre d'étude du Pays est composé de 12 communautés de communes. Un diagnostic a été réalisé sur la base de ce périmètre d'étude en janvier 2001. Cependant, deux des communautés de communes inscrites sur le périmètre d'étude ne feront pas partie du Pays lors de la validation du périmètre définitif en 2003 :

- La Communauté de communes du Val de Leyre
- La Communauté de commune de Paroupian

En ce qui concerne la Communauté de communes du Val de Leyre elle a été intégrée au périmètre d'étude du Pays par un arrêté préfectoral de 2002, parce qu'elle était intégrée au périmètre de l'AIRIAL depuis 1978. Cependant, il était prévu dès le départ qu'elle ne participe pas au Pays puisque qu'elle était déjà devenue indépendante de l'AIRIAL. Ce qui peut s'expliquer par le fait que, plus proche de Bordeaux, elle subissait un développement en décalage par rapport au reste du Pays.<sup>1</sup>

Pour ce qui est de la Communauté de communes du Pays de Paroupian, il s'agit plus d'une histoire politico-personnelle que d'une question de cohésion de territoire ; puisque le président de cette communauté de commune avait pour ambition de devenir le président du Pays des Landes de Gascogne.<sup>2</sup>

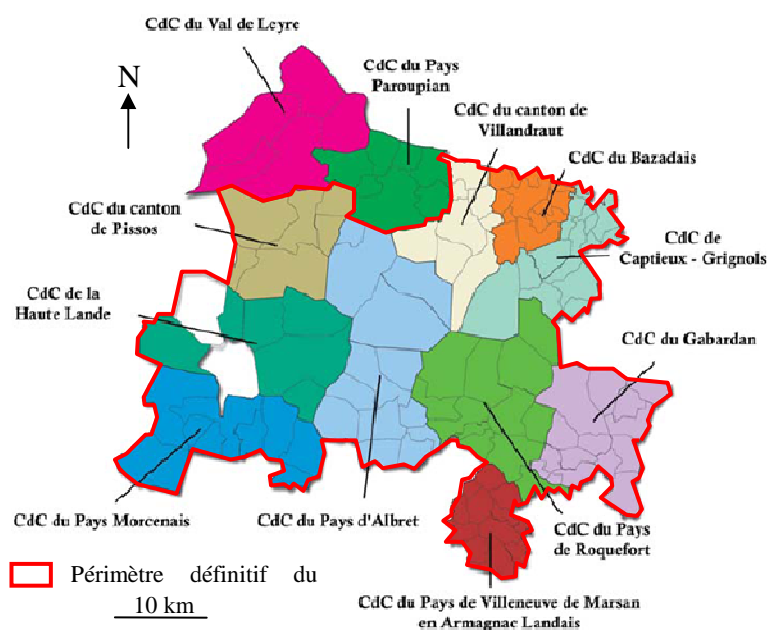
---

<sup>1</sup> Source : Entretien téléphonique avec le porteur du projet Pays

<sup>2</sup> Ibid.



Ainsi, le périmètre définitif du Pays des Landes de Gascogne arrêté en Mai 2003 comprend 10 Communautés de Communes et 111 communes des Landes et de la Gironde, comme nous le montre la carte ci-dessous :



Carte 7: Périmètre définitif du Pays des Landes de Gascogne  
Source: Diagnostic du Pays de Landes de Gascogne

Notons que deux communes étaient indépendantes avant la création du Pays. Or le Pays ayant imposé de participer à une démarche intercommunale afin d'y devenir membre, elles ont fini par intégrer la communauté de commune de la Haute Lande. Cet élément anecdotique reflète finalement assez bien la motivation des acteurs locaux pour créer un projet de développement commun.

### **b.3.Bilan**

Nous avons bien vu que la mise en place des deux structures a été très différente.

La première différence est la date de la première implication dans des démarches collectives de développement local. Le PVGG a débuté une collaboration de développement local par l'intermédiaire d'un Pays 30 ans après le PLG qui avait commencé avec un Parc Naturel Régional. Ainsi, d'après l'hypothèse que nous avons formulé précédemment, nous pouvons penser que le PLG aurait des acteurs plus motivés et plus habitués à travailler ensemble. Ceci aurait pour effet, d'après notre hypothèse de départ, de rendre plus efficace la mise en œuvre d'un développement territorial durable.

La seconde différence c'est la mobilisation des acteurs politiques, celle-ci a été beaucoup plus difficile pour le PVGG que pour le PLG. Le refus de participer à la démarche ou d'y participer sous certaines conditions a été beaucoup plus visible pour le PVGG. Un des résultats principaux de cette mise en place difficile c'est la mise en place d'une coprésidence à la tête du PVGG partagé entre trois élus locaux. Ainsi on peut se demander comment établir un projet commun durable sachant que le départ laisse présager des conflits d'intérêt ?



Le tableau ci-dessous récapitule les différences principales en termes de mise en place des projets PVGG et PLG :

|                    | <b>Pays des Landes de Gascogne</b>   | <b>Pays Val de Garonne Gascogne</b>  |
|--------------------|--|--|
| <b>Différences</b> | -Première réflexion de coopération entre EPCI en 1970 (PNR Landes de Gascogne et AIRIAL association de développement local). | -Première réflexion de coopération entre EPCI engagée en 1998 à l'émergence de la démarche Pays en France. |
|                    | -Communes favorables au Projet Pays (insertion à des EPCI pour entrer dans le projet).                                       | - Quelques communes réticentes au projet Pays (Duras, Casteljaloux...) .                                   |

Tableau 3: Différences de modalités de création entre les deux pays étudiées

### **c. Une forte participation démocratique au début de la démarche des deux Pays**

#### ***c.1.Le Pays Val de Garonne-Gascogne : Une Participation démocratique marquée par la présence de nombreux acteurs***

Malgré la difficile définition du périmètre du PVGG, ses acteurs ont été très actifs dès le départ. Au début du projet de Pays, un comité de pilotage a été créé pour l'élaboration de la Charte du Pays. Une cellule technique, a été constituée en vue de préparer des réunions participatives. Une fois le diagnostic réalisé, le comité de pilotage a constitué des groupes thématiques constitués sur la base d'une liste de personnes préalablement identifiées comme pouvant être porteurs d'idées ou de projets. Au total plus de **230 participants** issus du territoire ont participé à l'élaboration de la Charte. Leur objectif était de définir les grands axes de développement sur les dix prochaines années. Les différents acteurs ayant participé à la mise en place de la charte ont tous été intégrés au conseil de développement du Pays qui compte alors 230 membres.

#### ***c.2.Le Pays des Landes de Gascogne : Une forte participation démocratique***

Là aussi les acteurs du Pays ont été très actifs. Un comité de pilotage formé de techniciens et d'élus a permis la mise en place d'un conseil de développement. Ce conseil de développement constitué d'habitants du territoire, choisis parmi le milieu socioprofessionnel et associatif du Pays a participé aux débats nécessaires pour l'élaboration de la Charte. L'analyse du diagnostic du territoire du Pays a en effet permis de mobiliser les acteurs locaux, ainsi que les administrations. Ainsi **104 membres** du conseil de développement se sont répartis en plusieurs collèges (agriculture/sylviculture, culture, environnement, habitat/urbanisme, services aux personnes, industrie, tourisme, commerce et artisanat). On souligne que les techniciens territoriaux du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et de l'AIRIAL ont apporté aussi leurs contributions au débat d'idées sur la Charte.



### *c.3.Bilan*

Que ce soit pour le PVGG ou le PLG, les rencontres entre les différents acteurs ont été en phase avec la notion de démocratie participative énoncée par la LOADDT. Cependant on note une différence en ce qui concerne les membres du conseil de développement (organe de la démocratie participative d'un Pays) pour le PVGG ; il compte 100 membres en plus que le PLG. Nous tenterons de voir par la suite si ce nombre de participant n'entraîne pas un frein quant à la sélection des projets et donc un frein au développement territorial durable.

Le tableau suivant résume la participation démocratique au début de la démarche des deux Pays :

|                       | <b>Pays des Landes de Gascogne</b>   | <b>Pays Val de Garonne Gascogne</b>   |
|-----------------------|--|---|
| <b>Points Communs</b> | Forte participation démocratique au départ   | Forte participation démocratique au départ, malgré une mise en place difficile. |
| <b>Différences</b>    | -104 membres au conseil de développement<br>-Participation du PNR des Landes à la démarche | 230 membres au conseil de développement   |

Tableau 4: Tableau synthétique de la participation démocratique au départ des projets Pays

### **d. Deux structures organisationnelles différentes mais communes par leur souplesse**

#### *d.1.Le Pays Val de Garonne Gascogne : une association à trois coprésidents*

Le portage juridique et l'animation du Pays est assurée conjointement par une association loi 1901 incluant le personnel de la Communauté de Communes Val de Garonne et de la Communauté de communes des Coteaux et Landes de Gascogne, au bénéfice de l'ensemble des communes incluses dans le périmètre du Pays. Le fait que les acteurs politiques du Pays Val de Garonne-Gascogne choisissent un fonctionnement léger peut laisser penser à une faible implication de ceux-ci dans la démarche Pays. En effet, la différence avec les deux autres structures envisageables c'est qu'il y a beaucoup moins de personnels qui travaillent sur le projet du Pays ce qui peut vite devenir un frein en termes d'animation. De plus, une association peut se dissoudre du jour au lendemain ce qui n'est pas forcément le cas pour le syndicat mixte. Mais surtout, une association permet d'avoir plusieurs présidents à sa tête et c'est le cas pour le Pays Val de Garonne-Gascogne, la coprésidence est assurée par :

- Gérard GOUZES, maire de Marmande et président de la Communauté de Communes du Val de Garonne,
- Raymond GIRARDI, maire d'Argenton et président de la Communauté de Communes des Coteaux et Landes de Gascogne et Monsieur Jean,
- Claude GUENIN, maire de Casteljaloux.

Cette organisation légère avec, à sa tête une présidence triple, peut être handicapante pour le Pays Val de Garonne-Gascogne, même s'il est précisé dans le contrat de Pays que si cela s'avérait nécessaire, la possibilité de créer un syndicat mixte existe.



## *d.2.Le Pays des Landes de Gascogne : un Groupement d'Intérêt Public de Développement Local*

L'AIRIAL ne pouvait pas, en tant qu'association de développement local, continuer à assumer le rôle de structure porteuse du Pays. De ce fait, c'est dans une certaine continuité et dans le but de garder une organisation souple et suffisamment ouverte à l'ensemble des acteurs, que la solution du GIPDL (groupement d'intérêt public de développement local), a été retenue par la majorité des élus. Bernard Rouchaléou<sup>1</sup> souligne que la mise en place d'un GIP était essentiel pour montrer la réelle « motivation des élus locaux » afin d'être crédible vis-à-vis des partenaires publics, principaux financeurs des projets du Pays. Il ajoute que le passage d'une association à un GIP a permis de marquer un point important du développement local. En effet, la mise en place d'un GIP a permis de « passer un palier » en marquant la fin du cycle qui avait été commencé par l'AIRAIL. Un renouveau a été porté par la nouvelle structure qui a permis la « régénération des porteurs de projets » et une « stimulation des acteurs locaux ». Bernard Rouchaléou souligne le fait que le passage à un GIP symbolise le caractère vivant d'un territoire qui change.

Le projet de GIPDL est constitué sur la base d'une fédération des communautés de communes et a pour président Dominique Coutiere, président de la Communauté de communes du Pays d'Albret. Le GIPDL associe en son sein le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et le conseil de développement du Pays. Les Conseils Généraux et le Conseil Régional d'Aquitaine ont également été sollicités par les acteurs locaux pour en être membre.

## *d.3.Bilan*

Les deux structures ont choisi un mode de fonctionnement souple, permettant à chacun des participants de la démarche de s'en désolidariser s'il le souhaite. Cependant le choix de la souplesse n'a pas le même sens en fonction du Pays. Pour le PVGG, le choix d'une association avec à sa tête une présidence partagée laisse apparaître une absence de cohésion entre les acteurs politiques. On peut se demander si les acteurs se font suffisamment confiance pour travailler ensemble. Peut-on construire un projet durable si la confiance n'est pas au rendez vous ?

Pour le PLG le changement de statut est symbole d'une activité forte et d'une volonté d'avancer et de créer un renouveau. La différence entre association et GIP ne semble pas avoir vraiment d'importance, mise à part le fait que pour le PVGG le personnel technique n'est pas attaché au Pays à plein temps.

Le tableau suivant récapitule les points communs et les différences entre les deux pays en termes d'organisation.

|                       | <b>Pays des Landes de Gascogne</b>  | <b>Pays Val de Garonne-Gascogne</b>   |
|-----------------------|---|---|
| <b>Points communs</b> | -Structure légère   | -Structure légère   |
| <b>Différences</b>    | -Groupement d'Intérêt Public<br>-Présidence simple<br>-Personnel à plein temps<br>-Structure symbole de renouveau | -Association loi 1901<br>-Coprésidence triple<br>-Personnel à mi-temps<br>-Structure affichant des acteurs sceptiques |

Tableau 5:Points communs et différences entre PVGG et PLG en termes d'organisation

<sup>1</sup> Porteur du projet Pays de Landes de Gascogne



## e. Deux Chartes à priori en adéquation avec les principes du développement durable

### e.1. Le pays Val de Garonne Gascogne : une charte exhaustive

Comme nous l'avons souligné, les différents acteurs du pays (élus, techniciens, habitants, entreprises, etc.) se sont mobilisés pour la création de la Charte de développement. Celle-ci est décrite par le tableau ci-dessous :

|  |   |
|--|---|
| Axe 1 :<br>Donner du sens au Pays Val de Garonne-Gascogne : informer, animer, organiser et valoriser | <u>Maillage du territoire : un fonctionnement en réseau</u><br>-Fonctionnement en réseau des collectivités locales<br>-Animation de réseaux d'acteurs dans le domaine de l'économie et de la vie quotidienne  |
|  | <u>Organisation du Territoire</u><br>-Prise en compte dans les nouveaux documents de planification territoriale des stratégies du Pays<br>-Elaboration de schémas de développement dans les domaines du tourisme, des NTIC, de l'habitat, de l'économie et des services   |
|  | <u>Valoriser le Territoire</u><br>-Sensibilisation des habitants afin de donner une forte identité au Pays<br>-Information tant au sein du Pays qu'à l'extérieur  |
|  | <u>Travailler en réseau avec les autres Pays et les agglomérations voisines des départements limitrophes</u><br>-Travailler avec les collectivités locales des territoires qui jouxtent le Pays<br>-Travailler avec les acteurs économiques des agglomérations proches du Pays  |
|  | <u>Offrir un environnement favorable aux entreprises</u><br>-Amélioration de l'offre de services<br>-Incitation et accompagnement des démarches collectives et de filière<br>-Soutien à l'innovation<br>-Amélioration de l'équipement du territoire   |
| Axe 2<br>Rendre le Pays plus attractif pour le maintien et la création d'emplois                     | <u>Diversifier la base économique du Pays</u><br>-Diversification du secteur agricole : vers une offre de qualité<br>-Développement du secteur tertiaire plus particulièrement touristique  |
|  | <u>Améliorer l'offre en services à l'ensemble de la population</u><br>-Constitution d'un réseau d'accueil et de prise en charge des enfants et seniors<br>-Elaboration d'un schéma de développement culturel et sportif<br>-Elaboration d'un schéma de développement des services au public et d'un réseau de points d'accueil multiservices  |
| Axe 3<br>Rendre plus solidaires les villes et les campagnes  | <u>Mener une politique d'habitat interactive entre villes et campagnes</u><br>-Soutien des initiatives des collectivités locales concourant à conforter et à densifier leur centre bourg<br>-Poursuite des efforts engagés en matière de réhabilitation de logements<br>-Adaptation des programmes de logements et soutien des projets favorisant l'accueil et l'hébergement des jeunes |
|  | <u>Favoriser la mobilité des personnes les plus dépendantes</u><br>-Soutien aux projets de covoiturage et à l'accès aux véhicules individuels<br>-Mise en place d'un système de transport collectif public vers les villes<br>-Amélioration de la desserte ferrée avec Bordeaux et Agen   |
|  | <u>Définir une politique de préservation de l'environnement</u><br>-Recensement des politiques mises en œuvre aux échelons supérieurs : UE, Etat<br>-Elaboration d'un état des éléments qui doivent s'inspirer d'une véritable politique de développement durable<br>-Elaboration d'une carte des espaces protégés<br>-Sensibilisation de l'ensemble des acteurs                        |
| Axe 4<br>Préserver l'environnement et les richesses du territoire                                    |   |



|  |  |
|--|--|
|  | <u>Appliquer cette politique de préservation de l'environnement sur le terrain</u><br>-Définition d'une politique de préservation en milieu urbain<br>-Définition d'une politique de préservation de l'environnement en milieu rural<br>-Coordination de l'usage économique et ludique en milieu forestier |
|  | <u>Protéger et valoriser le patrimoine du Pays</u><br>-Connaissance du patrimoine bâti et naturel du Pays<br>-Protection et valorisation du patrimoine bâti, aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural<br>-Préservation et valorisation du milieu naturel   |

Tableau 6: Charte de Développement du Pays Val de Garonne-Gascogne

Source: Charte du Pays Val de Garonne-Gascogne

Dans le but d'avoir une brève représentation des objectifs définis par la Charte de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne, nous avons déterminé les thématiques qui étaient les plus représentées dans celle-ci. Ainsi, le tableau suivant récapitule les thématiques les plus abordées :

|               |       |
|---------------|-------|
| Economie      | ***** |
| Environnement | ***** |
| Social        | ***** |
| Identité      | ***** |
| Organisation  | ****  |
| Habitat       | ****  |

Comme nous pouvons le voir, le thème le plus développé par la Charte est l'économie, cette mise en valeur du développement économique est finalement logique car elle correspond au premier but du développement local. On constate une forte implication aux thématiques environnementales et sociales, ce qui, ajouté au développement économique, peut laisser penser à une démarche durable, même si la transversalité n'est pas forcément au rendez vous lorsque l'on regarde plus précisément la Charte. Finalement, l'importance de la création d'un facteur identitaire, d'une organisation fédératrice et d'une valorisation de l'habitat n'est pas mise de côté puisqu'elle couvre quand même une grande partie de la Charte. Il faut cependant rester prudent, même si dans un premier temps la Charte paraît exhaustive et promet un bon développement du territoire, cela ne reste que des déclarations d'intentions.



## *e.2. Le Pays des Landes de Gascogne : une charte axée sur l'économie*

Comme nous venons de le voir, les différents acteurs du pays (élus, techniciens, habitants, entreprises, etc.) se sont mobilisés pour la création de la Charte de développement. Celle-ci est décrite par le tableau ci-dessous :

|  |  |
|--|--|
| <b>Axe 1</b><br><b>L'ESPACE : ENJEU ET</b><br><b>FONDEMENT DU</b><br><b>DEVELOPPEMENT</b>                                    | <u>Reconnaître et préserver l'espace</u><br>-Identifier et s'accorder précisément sur les différentes composantes du patrimoine (forêt, milieux et sites naturels, ressources en eau, patrimoine bâti...), et en reconnaître ses valeurs.<br>-Transmettre ces valeurs auprès des habitants, des élus, des acteurs économiques: «éducation» au territoire.<br>-Agir pour préserver les valeurs de l'espace.   |
|  | <u>Adapter et maîtriser l'espace habité</u><br>-Mettre en place un type d'urbanisme original, respectant les réalités physiques et culturelles locales.<br>-Concevoir un type d'habitat mieux intégré, valorisant les ressources naturelles et patrimoniales du territoire.  |
|  | <u>Organiser et qualifier l'espace économique</u><br>-Mieux insérer les activités économiques dans l'espace.<br>-Mieux organiser et améliorer la desserte pour mieux mobiliser les ressources forestières  |
| <b>Axe 2</b><br><b>LES RESSOURCES DU</b><br><b>TERRITOIRE :</b><br><b>BASE D'UNE ECONOMIE</b><br><b>RICHE ET DIVERSIFIEE</b> | <u>Rechercher pour développer</u><br>-Identifier les ressources locales et leur potentiel de développement économique (ressources humaines / savoir-faire spécifiques, produits, paysages, image et culture...).<br>-Identifier des secteurs d'activités à développer en priorité : activités actuellement peu ou pas présentes ou correspondant à l'identité du territoire.<br>-Expérimenter, pour valider les idées innovantes et aider à leur reconnaissance.   |
|  | <u>Développer pour rééquilibrer</u><br>-Favoriser le développement d'activités économiques (agricoles, sylvicoles, artisanales, commerciales, industrielles et touristiques) fondées sur la mise en valeur de ressources locales identifiées, déjà connues ou révélées lors des programmes de recherche et d'expérimentations.<br>-Mettre en place des actions incitatives pour accueillir de nouvelles entreprises (actions adaptées à chaque secteur d'activité) correspondant aux besoins sectoriels et géographiques identifiés. |
|  | <u>Accompagner pour fédérer</u><br>-Améliorer et généraliser les services d'assistance technique et financière en direction des entreprises locales, quel que soit leur secteur d'activité.<br>-Assurer une mission structurée d'animation économique territoriale, s'appuyant sur les réseaux existants (d'entreprises ou de techniciens).  |
| <b>Axe3</b><br><b>LA PROXIMITE : MOYEN DE</b><br><b>COHESION SOCIALE</b>   | <u>Optimiser l'offre de services pour atténuer les distances</u><br>-Travailler à un maillage du territoire pour enrichir l'offre de services dans un souci d'homogénéisation géographique<br>-Aider à la mobilité des personnes pour une meilleure insertion à la vie sociale<br>-Maintenir les emplois liés aux services publics : un moratoire sur l'emploi   |
|  | <u>Oser une politique culturelle pour générer du lien social</u><br>-Le patrimoine culturel au cœur de l'identification du territoire<br>-L'enfance et la jeunesse au centre du projet culturel<br>-Un territoire mieux équilibré, plus équitable dans son offre culturelle  |



|   |  |
|---|--|
|   | <u>Créer du logement pour mieux accueillir</u><br>-Atteindre un parc de logements, en qualité, en quantité, en diversité, compatible avec l'enjeu démographique.<br>-Organiser la politique du logement à l'échelle territoriale.  |
|   | <u>Faciliter l'utilisation des T.I.C comme moyen de cohésion et de développement du Pays</u><br>-Favoriser l'usage des T.I.C par les habitants et les acteurs du Pays comme moyen de connaissance et d'échange, et de renforcement de la cohésion territoriale   |
| Axe4<br><b>LA COOPERATION :</b><br><b>METHODE POUR LA MISE EN</b><br><b>OEUVRE DE LA CHARTE</b> | <u>Une organisation territoriale claire et complémentaire pour la conduite de la Charte</u><br><u>L'organisation politique</u><br>GIPDL, Conseil de Développement du Pays, Comité de Pilotage du Pays, Assemblée Générale du Pays<br><u>L'organisation technique</u><br>-se donne des moyens de communication et d'information à la fois pour mieux diffuser mais aussi mieux fédérer.<br>-met en œuvre un programme de formation territorial en accompagnement de la mise en œuvre de la charte.<br>-se dote de moyens pour un bon suivi de la Charte et de son évaluation. |

Tableau 7 Tableau 1: Charte de Développement du Pays des Landes de Gascogne  
 Source: Charte du Pays du Pays des Landes de Gascogne

Afin d'avoir une brève représentation des objectifs définis par la Charte de développement du Pays des Landes de Gascogne, nous avons déterminé les thématiques qui étaient les plus représentées dans celle-ci. Ainsi, le tableau suivant récapitule les thématiques les plus abordés :

|                  |       |
|------------------|-------|
| Economie         | ***** |
| Services publics | ***** |
| Identité         | ****  |
| Habitat          | ****  |
| Organisation     | **    |
| Environnement    | **    |

En première position arrive le développement économique du Pays axé sur l'utilisation des ressources et des savoir-faire locaux. Une première position qui peut paraître assez logique puisque le territoire ne pourra se développer que s'il est économiquement viable. Sont traitées ensuite les thématiques visant à la facilité d'accès et au développement des services publics. Une communication importante sur l'identité du territoire semble également être un facteur important pour le développement du Pays, puisque la sensibilisation des acteurs locaux à leurs identités peut faire émerger des nouveaux projets. L'habitat lui aussi est à développer en favorisant les ressources et les savoir-faire locaux. On constate que l'environnement est assez peu représenté dans la Charte, nous verrons par la suite si cette constatation a des effets sur le caractère durable des résultats des projets menés par le Pays.

### ***e.3.Bilan***

Les deux Pays ont des chartes de développement prenant en compte les différentes dimensions du développement durable, mais cela ne veut pas forcément dire qu'ils cherchent à le mettre en œuvre. Cependant comme nous considérons par notre hypothèse qu'un Pays fait du développement durable par définition, alors on ne considérera que les Pays étudiés font du développement territorial durable dans une certaine mesure. On rappelle que le but n'est pas d'utiliser les Pays en temps que modèle de développement territorial durable, mais d'étudier relativement le caractère durable des effets de chacun des Pays sur leur territoire, dans le but de



voir dans quelle mesure nous pouvons corréler développement territorial durable et volonté des acteurs locaux à participer à une démarche collective. Notons que c'est parce que les chartes ne sont que des déclarations d'intentions, qu'elles n'auront que peu d'importance dans ce mémoire, nous baserons plus notre réflexion sur les évaluations des actions menées par les deux Pays.

Pour résumer, Le Pays Val de Garonne-Gascogne a eu une mise en place un peu difficile certainement dû à l'hétérogénéité du territoire en termes de culture. Malgré cela, les acteurs de tout bord ont réussi à établir une charte montrant une volonté d'établir un projet commun. En découle une organisation souple et une Charte de développement exhaustive dont la globalité des thématiques peut laisser penser à du développement durable. Cependant, la charte n'est qu'une déclaration d'intentions, il faudra donc juger sur l'évaluation du Pays pour pouvoir apprécier le caractère durable du développement de celui-ci.

Le Pays des Landes de Gascogne à eu, quant à lui, une mise en place logiquement facile compte tenu de son ancienneté dans la coopération locale. Les acteurs ont su se remettre en question et montrer quand il le fallait leur motivation à conduire un projet commun. En découle une organisation simple et une Charte de développement axée sur l'économie mais laissant une place à des thématiques différentes.



## f. Synthèse

Avant de justifier la légitimité d'une comparaison entre les deux Pays et de mettre en évidence le fait qu'ils rentrent bien dans la problématique, dressons un bref récapitulatif de leur description à travers le tableau suivant :

|  |                       | <b>Pays Val de Garonne-Gascogne</b>   | <b>Pays des Landes de Gascogne</b>   |
|--|-----------------------|---|--|
| <b>Situation géographique</b>              | <b>Points communs</b> | -Territoire situé en Aquitaine proche de Bordeaux<br>-5358 km <sup>2</sup> / 61 000 habitants<br>-Territoire rural                    | -Territoire situé en Aquitaine proche de Bordeaux.<br>-4469km <sup>2</sup> / 54000 habitants<br>-Territoire rural              |
|  | <b>Différences</b>    | -Territoire avec pôles centraux<br>-Territoire hétérogène (Paysage, culture, réseau de transport...)<br>-Deux communautés de communes | -Absence de pôles centraux<br>-Territoire homogène (Paysage, culture, réseau de transport...)<br>- Dix communautés de communes |
| <b>Modalité de création du Pays</b>        | <b>Points communs</b> | -Forte participation démocratique au départ   | -Forte participation démocratique au départ, malgré une mise en place difficile.   |
|  | <b>Différences</b>    | -104 membres au conseil de développement<br>-Participation du PNR des Landes à la démarche  | -230 membres au conseil de développement   |
| <b>Participation démocratique initiale</b> | <b>Différences</b>    | -Première réflexion de coopération entre EPCI en 1970 (PNR Landes de Gascogne et AIRIAL association de développement local).          | -Première réflexion de coopération entre EPCI engagée en 1998 à l'émergence de la démarche Pays en France.                     |
|  |                       | -Communes favorables au Projet Pays (insertion à des EPCI pour entrer dans le projet).  | -Quelques communes réticentes au projet Pays (Duras, Casteljaloux...) .  |
| <b>Mode d'organisation du Pays</b>         | <b>Points communs</b> | -Structure légère   | -Structure légère  |
|  | <b>Différences</b>    | -Groupement d'Intérêt Public<br>-Présidence simple<br>-Personnel à plein temps<br>-Structure symbole de renouveau                     | -Association loi 1901<br>-Coprésidence triple<br>-Personnel à mi-temps<br>-Structure affichant des acteurs sceptiques          |

Tableau 8: Tableau comparatif des deux Pays étudiés Sources: Charte et diagnostic du Pays Val de Garonne-Gascogne et du Pas des Landes de Gascogne



### *f.1. Une comparaison légitime*

Le tableau précédent montre bien que les deux Pays étudiés sont équivalents en termes de population (61000/54000 habitants) et de surface (5300/4400 km<sup>2</sup>). De plus ils sont situés l'un à côté de l'autre ce qui permet de penser que les modes de vie et les problématiques de développements sont très proches. On se trouve notamment avec deux territoires situés proche de Bordeaux et donc soumis à l'attraction de l'agglomération.

Cependant certains éléments diffèrent et peuvent alors fausser les résultats de l'étude. Notamment le fait que les EPCI sont beaucoup plus nombreuses pour le Pays des Landes de Gascogne (11) que pour le Pays Val de Garonne-Gascogne (2). Nous essaierons donc d'apprécier l'effet de ces divergences dans le caractère durable du développement de chacun des Pays. Nous pouvons aussi remarquer que les territoires n'ont pas la même homogénéité (paysage, culture,...) cependant nous supposons que ce facteur va avoir une influence sur la gouvernance, ce que nous essaierons de montrer par la suite.

### *f.2. Des modalités de création différentes qui justifient le choix des pays dans le cadre de la problématique*

Nous l'avons bien remarqué lors des descriptions, les modes de création des deux pays ont été différents et directement liés à la volonté des acteurs locaux à participer à la démarche.

D'un côté nous avons le Pays des Landes de Gascogne qui a une histoire en termes de développement local, avec un PNR datant des années 70 et une association, qui a une mise en place rapide et sans heurt. De l'autre le Pays Val de Garonne-Gascogne qui a commencé ses réflexions sur le développement local au début de la reconnaissance par l'Etat de la démarche Pays et qui a une mise en place un peu plus difficile.

Une autre différence, les compositions des organes de démocratie participative (conseil de développement). Pour deux pays quasiment identiques, l'un a un conseil de développement constitué de 104 membres (PVGG) et l'autre de 230 membres (PLG). Avoir trop ou trop peu de membres peut être la source de problèmes organisationnels qui peuvent se répercuter sur le caractère durable des territoires. Nous tenterons donc de voir quel peut être l'effet de ce nombre de participant au conseil de développement en termes de développement territorial durable.

Les deux pays n'ont pas la même structure porteuse : Association loi 1901 pour le PVGG et Groupement d'Intérêt Public pour le PLG. Ces deux structures sont quasiment identiques dans leur mode de fonctionnement et se caractérisent par leur souplesse puisque chaque commune peut se détacher de la démarche quand elle le souhaite. Cependant le fonctionnement en association permet au PVGG de partager la présidence du Pays en trois, on peut alors se retrouver avec des conflits d'intérêt, il faudra donc voir si cette situation porte un préjudice au développement durable du territoire.

Enfin, bien que les deux Pays traitent les mêmes thèmes au sein de leur charte, la façon et les moyens alloués pour chacun d'eux sont différents. La charte du PVGG est plus exhaustive que celle du PLG. Cette exhaustivité pourra poser un problème en termes d'efficacité car il sera difficile de tout réaliser pour le PVGG. Cette exhaustivité est sûrement due au fait que 230 acteurs ont participé à l'élaboration de la charte, ainsi les idées ont dû être nombreuses ce qui explique la largesse de la charte.



Ainsi on peut donc penser que ces différences en termes de mise en place de structure, et d'implication des acteurs locaux vont avoir une influence sur la durabilité du développement des deux territoires. A priori donc, le PVGG semble moins durable que le PLG, puisque les acteurs du PVGG n'ont pas été habitués à travailler ensemble et sont moins motivés par la démarche contrairement à ceux du PLG qui s'organisent depuis 1970. Nous allons donc essayer de voir par la suite, et à travers les documents d'évaluation fourni par les deux Pays, si c'est bien le Pays le moins habitué à travailler collectivement qui est le moins « durable ».



## II. Méthodologie et limite de la démarche comparative

Rappelons que cette partie a pour but d'évaluer de manière relative le caractère durable du développement des deux Pays choisis dans le cadre de notre étude. Le but est de mesurer lequel des deux Pays offre un développement plus durable que l'autre, afin de voir s'il existe une corrélation entre des acteurs motivés et le caractère durable du développement des territoires à travers la démarche Pays.

Dans cette étude, nous nous proposons d'observer le développement territorial durable à travers une comparaison qualitative. Dans le développement territorial durable l'objectif est davantage d'arriver au bien être des individus dans leur territoire, l'important n'est donc pas de vérifier la hauteur des financements apportés sur le territoire, mais de voir dans quelle mesure les actions s'intègrent dans un projet de développement durable contribuant au bien être de chaque individu. Pour cela, nous réaliserons une étude qualitative en nous appuyant principalement sur les projets de Pays qui ont été réalisés au cours des années étudiées et sur leurs résultats.

L'étude comparative qui va suivre s'appuie sur les rapports d'évaluation des deux Pays. Pour le Pays Val de Garonne-Gascogne il s'agit de l'évaluation de la démarche Pays pour la période de 2004 à 2007, tandis que pour le Pays des Landes de Gascogne, il s'agit de la période de 2004 à 2006.

### **a. Un aspect quantitatif à prendre en compte dans la comparaison**

Même si nous avons pris le parti d'engager une comparaison qualitative et non quantitative, il paraît essentiel pour des raisons de pertinence des résultats, de justifier que les deux pays ont bénéficié des mêmes moyens financiers afin de réaliser leur projet de développement dans les périodes considérées. Pour cela, montrons le financement des actions menées par les tableaux suivants :

| <b>Pays des Landes de Gascogne</b> |                         |                            |
|------------------------------------|-------------------------|----------------------------|
| <b>Domaine d'action</b>            | <b>Action Réalisées</b> | <b>Dépenses engendrées</b> |
| Animation et communication         | 1                       | 151 072                    |
| Economie                           | 21                      | 7 023 252€                 |
| Environnement                      | 2                       | 115 000 €                  |
| Formation                          | 0                       | 0 €                        |
| Sanitaire et social                | 18                      | 10 020 052 €               |
| Urbanisme                          | 20                      | 1 856 906 €                |
| <b>TOTAL</b>                       | <b>62</b>               | <b>19 166 282 €</b>        |

Tableau 9: Dépenses engendrées pour le projet de développement du Pays des Landes de Gascogne  
Réalisation personnelle

Source : Pays des Landes de Gascogne : Bilan du contrat de Pays 2004-2006



| <b>Pays Val de Garonne-Gascogne</b> |                         |                                 |
|-------------------------------------|-------------------------|---------------------------------|
| <b>Domaine d'action</b>             | <b>Action Réalisées</b> | <b>Dépenses engendrées</b>      |
| Animation et communication          | 2                       | 446 000 €                       |
| Economie                            | 17                      | 10 390 177 €                    |
| Environnement                       | 6                       | 2 523 510 €                     |
| <b>Formation</b>                    | <b>1</b>                | <b>10 393 684 €</b>             |
| Sanitaire et social                 | 12                      | 3 670 271 €                     |
| Urbanisme                           | 9                       | 2 772 759 €                     |
| <b>TOTAL</b>                        | <b>47</b>               | <b>30 196 402 €</b>             |
| TOTAL sans dépense exceptionnelle   |                         | -10 393 684 €<br>= 19 802 718 € |

Tableau 10: Dépenses engendrées pour le projet de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne  
Réalisation personnelle  
Source : Evaluation 2004-2007 du Pays Val de Garonne Gascogne

Le but est de montrer ici que les moyens financiers alloués au le Pays Val de Garonne-Gascogne et au Pays des Landes de Gascogne sont du même ordre de grandeur. Or, dans un premier temps, nous constatons d'après les tableaux ci-dessus que les dépenses totales engendrées par le Pays Val de Garonne-Gascogne (30 196 402 €) sont supérieures de 10 millions d'euros à celles engendrées par le Pays des Landes de Gascogne (19 166 282 €). Ainsi, nous pourrions donc penser que le Pays Val de Garonne-Gascogne a bénéficié de 10 millions d'euros de fonds supplémentaires pour permettre le développement de son territoire. Cependant, lorsque nous regardons le détail des actions engagées par le Pays Val de Garonne Gascogne, nous constatons qu'une action concernant le domaine de la formation a engendré une dépense de 10 millions d'euros. L'écart des financements alloués serait donc dû à une seule action supplémentaire de 10 millions d'euros pour le Pays Val de Garonne-Gascogne. Cette action correspond à la mise en place d'une cité de formation professionnelle :

*« Dans les locaux encore inoccupés de l'ancienne manufacture de tabac, il est prévu la création d'un grand ensemble dédié à la formation. Plusieurs organismes sont partenaires du projet, futurs occupants des lieux : la Cité de la Formation professionnelle, l'Institut de formation aux soins infirmiers, l'INSTEP<sup>1</sup> ... sont donc envisagés différents aménagements de grande ampleur, notamment :*

- la création de salles de formation*
- la création de locaux administratifs*
- la création de chambres d'hébergement des étudiants*
- l'extension des cuisines et du restaurant collectif*
- la création d'un amphithéâtre, disponible pour les formations mais aussi pour la tenue de colloques. »<sup>2</sup>*

Nous voyons donc que cette action est de grande envergure et qu'elle représente à elle seule le tiers des dépenses engendrées pour le développement du Pays Val de Garonne-Gascogne. Cette mesure est donc exceptionnelle et unique. Si on enlève les financements accordés à la mise en

<sup>1</sup>L'INSTEP Aquitaine est un acteur du champ de la formation et du développement local.

<sup>2</sup>Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°6*. Tours.



place de la cité de formation (10 393 684 €), les dépenses engendrées par le Pays val de Garonne-Gascogne (30 196 402 € - 10 393 684 € = 19 802 718 €) et le Pays des Landes de Gascogne (19 166 282 €), deviennent du même ordre de grandeur (~ 19 millions d'euros). Les deux Pays ont donc globalement eu les mêmes moyens financiers pour assurer leur développement et la comparaison reste légitime. Notons que l'obtention des 10 millions d'euros supplémentaires pour la création de la cité de la formation seront pris en compte dans la démarche comparative que nous allons entreprendre.

## b. Méthodologie de la comparaison

Afin d'établir une comparaison la plus justifiée possible, nous allons détailler la méthode imaginée pour comparer relativement le caractère durable du développement de chacun des deux pays.

### b.1. Etablissement de critères de comparaison

Pour réaliser une étude comparative nous avons défini des critères de comparaison au regard de la définition du développement territorial durable que nous avons établie précédemment :

**Le développement territorial durable** serait une approche, un concept qui prendrait en compte plusieurs dimensions (**sociales, économiques, écologiques, politiques...**) de manière transversale ; afin qu'elles aient un impact positif sur les territoires et les populations qui les pratiquent. La finalité étant que le caractère durable de ces territoires se répercute à long terme dans le contexte global.

Ainsi, les critères qui semblent se dégager de cette définition et qui permettent d'avoir des indicateurs facile à mettre en évidence sont les suivants :

-le critère social, dont les indicateurs pourraient être le nombre d'emplois durables créés, le nombre de services sociaux mis en place, l'acquisition de nouvelles compétences (éducation, formations...), le nombre de personnes publiques engagées dans la démarche du Pays, l'intégration de l'identité culturelle locale aux projets du Pays, le développement des Technologies de l'Information et de la Communication, comme le montre le tableau suivant :

| Critères de dimension Social             | Indicateurs de développement durable   |
|--|--|
| Equité sociale, réduction de la pauvreté | Création d'emplois nouveaux et durables  |
| Bien-être de la communauté locale        | Services sociaux<br>Loisirs  |
| Intégrité sociale                        | Multiplicité des projets<br>Sélection de certains projets par rapport à d'autres |
| Démocratie participative et citoyenne    | Taux de participation aux démarches participatives                               |
| Education                                | Acquisition de nouvelles compétences   |

Tableau 11: Critères et indicateurs du développement Social  
Source: personnelle



-le critère économique qui se définirait à travers les critères et indicateurs suivants :

| <b>Critères de dimension Economique</b>       | <b>Indicateurs de développement durable</b> |
|---|---|
| Contribution à la viabilité économique locale | Création d'entreprises                      |
|   | dynamisation de l'économie locale           |
|   | Part de la production locale                |
|   | Part des investissements du secteur privé   |
| Média et communication                        | Développement des TIC                       |

Tableau 12 : Critères et indicateurs du développement économique  
Source: Personnelle

-le critère environnemental, qui se définirait à travers les critères et indicateurs suivants :

| <b>Critère de dimension environnemental</b>               | <b>Indicateurs de développement durable</b>   |
|---|---|
| Lutte contre le changement climatique                     | Réduction des émissions de gaz à effet de serre   |
| Préservation de l'environnement et des ressources locales | Réduction de la pollution des eaux/sols,<br>Protection des écosystèmes<br>Utilisation durable des ressources naturelles |
| Préservation des paysages                                 | Vues préservées, améliorations rénovations de bourg   |
| Biodiversité et milieux                                   | Espèces protégées<br>Milieux protégés   |

Tableau 13: Critères et indicateurs du développement environnemental  
Source : Personnelle

-le critère transversalité et cohérence de la démarche qui se définirait à travers les critères et indicateurs suivants :

| <b>Critère transversalité et cohérence</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b>        |
|--|--|
| Transversalité                             | Transversalité des thématiques des projets du Pays |
| Culture                                    | Identité culturelle                                |
| Communication                              | Communication externe                              |

Tableau 14: Critères et indicateurs de la transversalité et de la cohérence de la démarche Pays  
Source: Personnelle

C'est donc à partir de ces quatre critères, avec leurs composantes respectifs, que nous allons tenter d'établir les différences relatives en termes de développement territorial durable entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne.

On note qu'ici la démarche de comparaison paraît sectorielle puisque nous analysons les dimensions une à une. Cependant nous essaierons par la suite et à travers le quatrième critère de voir dans quelle mesure intervient la transversalité<sup>1</sup> des thématiques abordées. Il faudra donc

<sup>1</sup> Par transversalité s'agit de comprendre que le développement territorial durable n'est pas constitué de secteurs cloisonnés qu'il suffirait de gérer séparément pour que globalement tout aille mieux. Les dimensions du développement durable s'interpénètrent pour rendre le développement plus efficace.



prendre en compte cette remarque lors de notre analyse, notamment à travers le critère économique. Pour exemple, la création d'une entreprise par un habitant du territoire en utilisant des ressources et/ou des savoirs faire locaux, "vaudra plus de points" que l'établissement d'une entreprise internationale.<sup>1</sup>

Observons désormais par quelles modalités nous allons comparer le caractère durable des deux démarches.

## ***b.2.Comparaison relative à partir des critères définis***

Dans le but d'analyser chaque critère, nous avons établi une ou plusieurs questions pour chacun d'eux. Le but est de tenter de trouver une réponse dans les rapports d'évaluations fournis par les deux Pays.

Exemple :

| <b>Critère du développement Social</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b> | <b>Evaluation du projet de territoire</b>                             |
|--|---|---|
| Bien-être de la communauté locale      | Services sociaux (loisirs, santé,...)       | Le projet a-t-il induit des bénéfices sociaux à la communauté locale? |

La réponse sera qualitative et la plus justifiée possible au regard de ce qui est énoncé dans les rapports d'évaluations. Le but n'est pas d'avoir une réponse nette (oui ou non), mais de mesurer relativement lequel des deux pays offre une stratégie de développement plus efficace que l'autre, en fonction du critère considéré. Une fois la comparaison établie, il faudra pondérer cette efficacité relative avec des les signes suivants :

++, +, -, -- .

La signification des signes est la suivante : un signe positif signifiera que nous nous trouvons globalement dans une démarche de développement territorial durable, tandis qu'un signe négatif signifiera le contraire. Si un des deux pays étudiés offre une meilleure (ou moins bonne) caractéristique que l'autre, alors ils seront différenciés par un seul point positif (ou négatif) en plus.

Exemple :

En terme de services sociaux le Pays A et le Pays B offrent tout les deux de nombreux projets concernant les services publics, ainsi ils obtiendront tout deux un signe positif, cependant, le Pays A à une offre plus diversifiée et mieux organisée que le Pays B, ils seront alors différencié par un point positif en plus accordé au Pays A.

Résultat :

Critère : Bien être de la communauté locale

Question : Le projet a-t-il induit des bénéfices sociaux à la communauté locale ?

Réponse : Pays A ++ ; Pays B +

En cas d'offre égale ils auront tout les deux le même nombre de points (négatif ou positif) selon le critère considéré.

<sup>1</sup>Se référer à la notion de développement endogène



### ***b.3.Modélisation de la comparaison***

A partir des résultats quantifiables obtenus nous dresserons un diagramme de durabilité relative entre les deux pays afin d'analyser dans quelle mesure ils ont un développement territorial durable différent. Comme le nombre de questions n'est pas le même pour les quatre critères du développement durable, nous établirons une moyenne que nous reporterons sur un diagramme en radar.

### ***b.4.Bilan***

Cette analyse comparative n'a pas pour but d'être exhaustive, et ne mesure pas ce qui pourrait être une sorte de « développement territorial durable absolu » de chaque pays. Cela peut se voir dans les critères d'étude sélectionnés où il manque certainement des thématiques qui auraient mérité d'être comparées. Cependant, cette méthode nous est apparue suffisamment pertinente pour mesurer la durabilité relative entre les deux pays et ainsi être en mesure de juger si un Pays offre un développement territorial plus durable que l'autre. Le but étant, on le rappelle, de montrer que dans notre cas, il existe une corrélation entre des acteurs motivés par la démarche et le caractère durable du développement d'un Pays.

Une limite de cette méthode, est qu'il nous est impossible de prendre en compte les autres politiques de développement engagées sur les territoires d'études. Ainsi, il se peut très bien que certaines actions menées au sein du territoire du Pays ne soient pas répertoriées dans les rapports d'évaluations. Soit parce qu'elles ne relèvent pas des compétences du Pays, soit parce qu'elles ont été engagées par d'autres structures. A travers ces études de cas, nous prenons donc en compte uniquement l'action des Pays dans le développement local.

Une autre limite est liée à la non prise en compte des acquis antérieurs à la création des Pays. Cependant comme il s'agit d'une étude relative et que les territoires sont proches l'un de l'autre, nous approximerons le fait que, quelque soit le critère considéré, les Pays sont, à l'initiation de la démarche, à des niveaux de développement identiques. Cela suppose donc une homogénéité des deux territoires d'étude au départ de la démarche Pays.



### III. Comparaison relative de la durabilité des deux démarches de Pays

Comparons à présent les modalités de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne et du Pays des Landes de Gascogne à travers les quatre critères définis précédemment : dimension social, dimension économique, dimension environnemental et critère de transversalité/cohérence.

#### **a. Dimension Social**

Dans un premier temps nous comparons le renforcement de l'offre social au sein des deux Pays à travers les critères suivants : équité sociale/réduction de la pauvreté, bien-être de la communauté locale, intégrité sociale, démocratie participative et éducation.

##### ***a.1.Équité sociale, réduction de la pauvreté***

| <b>Critères de dimension Social</b>      | <b>Indicateurs de développement durable</b> |
|--|---|
| Equité sociale, réduction de la pauvreté | Création d'emplois durables                 |

Question :

Le projet a-t-il contribué à créer des emplois directs?

Actions engagées permettant de répondre à la question :

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Pays val de Garonne-Gascogne</u></b><br/>Création d'une ZAC à St Pardoux du Breuil<br/>Création d'une ZAC Marmande - Ste Bazeille<br/>Pépinière d'entreprises artisanales à Tonneins<br/>Pépinière d'entreprises "emballage et matériaux composites" à Marmande<br/>Création d'une plate-forme de tri des déchets du bâtiment à Ste Bazeille<br/>Création d'un équipement de visites "Gens de Garonne"<br/>Création d'un commerce multiservices à Lagrùère<br/>Création d'un centre de loisirs à vocation intercommunale<br/>Création d'une médiathèque à Marmande</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pays des Landes de Gascogne</u></b><br/>Création d'une ZA à Gabardan<br/>Restructurations sites industriels Communauté de Communes de Villandraut,<br/>Restructurations sites industriels Communauté de Communes de Villandraut de Bazas<br/>Restructurations sites industriels Communauté de Communes de Villandraut de Morcenx<br/>Maison santé de la Communauté de Communes de Pissos<br/>Maison médicale de Labrit<br/>Maison enfance Grignols et CLSH (Centre de loisirs sans hébergements) à Morcenx</p> |
|---|

Résultats :

Le nombre exact d'emplois créés est inconnu au niveau des deux Pays, cependant nous pouvons constater que ceux-ci ont réalisé des projets ayant certainement produit des emplois directs. Cependant, on peut supposer que le Pays Val de Garonne-Gascogne propose une meilleure évolution de d'emploi puisqu'il crée une ZAC et deux pépinières d'entreprises supplémentaires. Ainsi à la question : "le projet a-t-il contribué à créer des emplois directs durables? ", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté ++

-Pays des Landes de Gascogne serait noté +



## *a.2. Bien-être de la communauté locale*

| Critères de dimension Social      | Indicateurs de développement durable |
|-----------------------------------|--------------------------------------|
| Bien-être de la communauté locale | Services sociaux<br>Loisirs          |

### Question :

Le projet a-t-il induit des bénéfices sociaux à la communauté locale?

Dressons la liste des actions de Pays engagées contribuant à la création de bénéfices sociaux :

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Pays val de Garonne-Gascogne</u></b></p> <p style="text-align: center;"><u>Enfance :</u><br/>Structure d'accueil de la petite enfance<br/>Création d'un centre de loisirs à vocation intercommunale</p> <p style="text-align: center;"><u>Sport :</u><br/>Modernisation et extension de la Salle des Sports de Cocumont<br/>Modernisation de la Salle des Sports polyvalente de Marmande</p> <p style="text-align: center;"><u>Services de proximité :</u><br/>Multiple rural Lagrùère</p> <p style="text-align: center;"><u>Culture :</u><br/>Création d'une médiathèque à Marmande</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pays des Landes de Gascogne</u></b></p> <p style="text-align: center;"><u>Enfance :</u><br/>Contrat Temps libre</p> <p style="text-align: center;"><u>Sport :</u><br/>Création de la piste d'athlétisme de Morcenx<br/>Salle de sport de Sabres<br/>Salle de sport de Brocas</p> <p style="text-align: center;"><u>Services de proximité :</u><br/>Mise en place de <b>cinq</b> multiples ruraux</p> <p style="text-align: center;"><u>Logements :</u><br/>Mise en place de <b>six</b> Opérations Programmée d'Amélioration de l'Habitat<br/>Création de logements locatifs communaux</p> <p style="text-align: center;"><u>Santé :</u><br/>Maison médicale de Labrit<br/>Maison santé de la Communauté de Communes de Pissos</p> <p style="text-align: center;"><u>Médias :</u><br/>Mise en œuvre du Schéma TIC</p> |
|---|

### Résultats :

Les deux Pays offrent de nombreux services sociaux avec une assez bonne diversité (Sport, Enfance, Services de proximité, etc.). Cependant, la diversité et le nombre de services proposés est plus grand pour le Pays des Landes de Gascogne que pour le Pays val de Garonne-Gascogne. De plus, le Pays des Landes de Gascogne offre des services très demandés dans les territoires ruraux, comme les équipements de santé et de logements. Ainsi à la question : "Le projet a-t-il induit des bénéfices sociaux à la communauté locale?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté ++



### a.3.Intégrité sociale

| Critères de dimension Social | Indicateurs de développement durable   |
|------------------------------|--|
| Intégrité sociale            | Multiplicité des projets<br>Sélection de certains projets par rapport à d'autres |

#### Question :

Le projet a-t-il déclenché des "conflits" entre différents intérêts sociaux?

Pour répondre à cette question, nous allons voir, pour les deux pays, s'il existe des projets sociaux qui ont été abandonnés, et si ceux-ci se réfèrent à une catégorie spécifique.

#### Pays Val de Garonne-Gascogne

Afin d'observer si une certaines catégories de projets ont été mises de coté, dressons le bilan des actions qui ont été réalisées, ou non, dans l'axe 3 du Projet du Pays Val de Garonne-Gascogne (Axe le plus "social") :

|  |   |
|--|---|
| <b>Axe3</b><br><b>RENDRE PLUS SOLIDAIRES</b><br><b>LES VILLES ET LES</b><br><b>CAMPAGNES</b> | <b><u>Améliorer l'offre en services à l'ensemble de la population</u></b><br><b>(Objectif 3.1)</b><br><br><u>Actions réalisés :</u><br>-Structure multi-accueil "petite enfance"<br>-Création d'un centre de loisirs à vocation intercommunale<br>-Étude pour l'aménagement du temps de l'enfant<br>-Création d'une médiathèque à Marmande<br>-Modernisation de la piscine de Casteljaloux<br>-Modernisation et extension de la Salle des Sports de Cocumont<br>-Modernisation de la Salle des Sports polyvalente de Marmande<br>-Création d'un commerce multiservices à Lagrèze<br><u>Actions non réalisés :</u><br>-Création d'une structure d'accueil pour la petite enfance à Casteljaloux<br>-Création d'un pôle gérontologie à Guérin<br>-Création d'un pôle gérontologie à Houillès<br>-Création d'une maison d'accueil pour personnes âgées à Grateloup<br>-Programme de sensibilisation à la lecture<br>-Réalisation d'une piste d'athlétisme pour la compétition sportive |
|  | <b><u>Mener une politique d'habitat interactive entre villes et campagnes</u></b><br><b>(Objectif 3.2)</b><br><br><u>Actions réalisés</u><br>-Contrat de Petite Ville Tonneins<br>-Opération urbaine collective à Ste Bazeille<br>-Opération vitrines à Marmande<br>-Opération urbaine collective à Marmande<br><u>Actions non réalisés :</u><br>-Opération urbaine collective à Casteljaloux<br>-Accueil des saisonniers agricoles sur le Pays   |

Tableau 15: Actions réalisés ou non de l'Axe 3 de la Charte du Pays Val de Garonne-Gascogne

Source: Stage de groupe Pays Val de Garonne-Gascogne

Dans un premier temps nous constatons que de nombreux projets à destination des personnes âgées ont été abandonnés alors que ces projets étaient au cœur des préoccupations de certains



acteurs du Pays<sup>1</sup>. De plus, nous remarquons que pour l'objectif 3.2 « *Mener une politique d'habitat interactive entre villes et campagnes* » aucune action ne concerne réellement l'habitat. En effet les opérations urbaines collectives concernent uniquement « les commerçants en leur permettant de financer la rénovation de l'intérieur de leurs boutiques »<sup>2</sup>. Le Pays Val de Garonne-Gascogne a donc minimisé l'importance de certains projets sociaux notamment en direction des personnes âgées, en faveur d'autres projets qui n'ont pas de but social direct comme les opérations urbaines collectives. Pour cela, le Pays Val de Garonne Gascogne se verra attribuer un point négatif.

### Pays des Landes de Gascogne

Afin d'observer si une certaine catégorie de projets a été mise de côté, dressons le bilan des taux de réalisation en fonction des priorités de l'axe 3 du Projet du Pays des Landes de Gascogne (Axe le plus "social") :

|   |  |
|---|--|
| Axe3<br>LA PROXIMITE : MOYEN DE<br>COHESION SOCIALE | <u>Optimiser l'offre de services pour atténuer les distances</u><br>A3M1                             |
|   | <u>Oser une politique culturelle pour générer du lien social</u><br>A3M2                             |
|   | <u>Créer du logement pour mieux accueillir</u><br>A3M3   |
|   | <u>Faciliter l'utilisation des T.I.C comme moyen de cohésion et de développement du Pays</u><br>A3M4 |

Tableau 16: Tableau récapitulatif des orientations de l'axe 3 du Pays des Landes de Gascogne  
Source: Charte de Pays du Pays des Landes de Gascogne

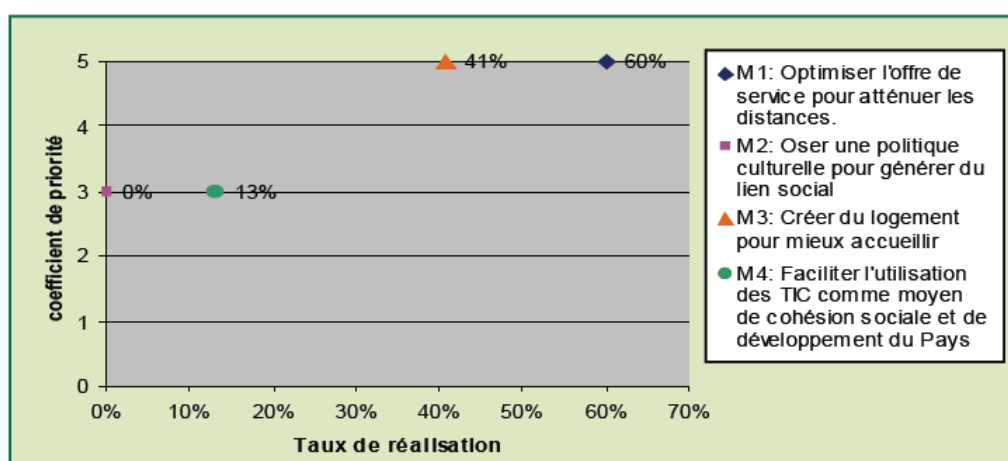


Figure 3 : Taux de réalisation de chaque mesure de l'axe 3, en fonction de sa priorité  
Source : Pays des Landes de Gascogne : Bilan du contrat de Pays

<sup>1</sup>Source : Stage de Groupe Pays Val de Garonne-Gascogne

<sup>2</sup>Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°40*. Tours.



Le graphique précédent montre le taux de réalisation de chaque mesure de l'axe 3, en fonction de sa priorité. Nous constatons que les mesures prioritaires telles que le logement et l'offre de services ont été réalisées à d'assez bons taux, et que les mesures non prioritaires ont été laissées de côté :

*« Bien que globalement le taux de réalisation de cet axe doive être amélioré, la mesure consacrée à l'optimisation de l'offre de services s'est bien réalisée avec un taux de réalisation de 60%. Cette partie de l'axe 3 est d'autant plus satisfaisante qu'elle était la véritable priorité du Pays afin d'améliorer le cadre de vie de la population, que ce soit par un meilleur accès aux soins, un meilleur accueil des jeunes et une amélioration de l'offre d'équipements sportifs. »<sup>1</sup>*

Le Pays Val de Garonne-Gascogne a donc laissé de côté ses projets prioritaires, alors que le Pays des Landes de Gascogne a su gérer la réalisation des projets les plus importants.

Ainsi à la question : "Le projet a-t-il déclenché des "conflits" entre différents intérêts sociaux ?", il est possible de répondre par l'affirmative pour le Pays des Landes de Gascogne et par la négative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays val de Garonne-Gascogne serait noté -
- Pays des Landes de Gascogne serait noté +

#### **a.4.Démocratie participative**

| Critères de dimension Social | Indicateurs de développement durable               |
|------------------------------|--|
| Démocratie participative     | Taux de participation aux démarches participatives |

##### Question :

Le Conseil de Développement est une instance mise en place pour permettre aux projets de répondre au mieux aux problématiques spécifiques au territoire. C'est également un moyen d'assouvir cette volonté de plus en plus prononcée des citoyens d'être acteurs dans le choix des évolutions futures de leur territoire. Ainsi, puisque le dynamisme et le degré de cohésion du Conseil de Développement constitue un élément de réponse important, nous allons nous interroger sur le taux de participation au conseil de développement :

Le conseil de développement souffre-t-il d'une démotivation de ses membres?

#### **Pays Val de Garonne-Gascogne**

Pour le Pays Val de Garonne-Gascogne le conseil de développement s'est implanté et a évolué de la façon suivante :

*« Le Conseil de Développement a bénéficié à ses débuts d'un engouement très fort. On a assisté à une volonté très forte et spontanée des milieux associatifs et professionnels. Ceci correspond à l'élaboration de la Charte de Pays. Cependant,*

<sup>1</sup>Pays des Landes de Gascogne. (2006). *Pays des Landes de Gascogne: Bilan du contrat de Pays 2004 - 2006*. Sabres. pp.61



*après l'élaboration de cette Charte, le Conseil de Développement a été peu mobilisé par la démarche Pays. En effet, l'équipe technique était notamment chargée du suivi de la réalisation des projets, ce qui ne donnait pas lieu à l'intervention du Conseil de Développement. Ainsi, ses membres, qui avaient participé à l'élaboration de la Charte, et qui pensaient qu'ils allaient participer à la démarche Pays jusqu'au bout, ont subi un grand découragement. Certains des membres du Conseil de Développement interrogés soulignent même qu'ils ne voient plus l'intérêt de participer aux réflexions de cette instance car ils se sentent inutiles. »<sup>1</sup>*

Le conseil de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne souffre donc de la démotivation et du manque de confiance de ses membres. Cela se traduit par un fort taux d'absentéisme lors des réunions de celui-ci ~70% (51 membres présents aux dernières réunions sur 230<sup>2</sup>). Ainsi la démarche participative s'essouffle en Pays Val de Garonne-Gascogne, principalement à cause du fait que le conseil de développement a peu été sollicité lors des trois années du contrat de Pays. Or le conseil de développement en tant qu'organe participatif joue un rôle important dans l'implication des acteurs locaux au projet du Pays et donc en termes de développement territorial durable. Il est donc possible d'en déduire que sans la confiance des membres de son conseil de développement, le Pays Val de Garonne-Gascogne n'engage pas une démarche durable.

### **Pays des Landes de Gascogne**

La situation c'est avéré différente dans le cas du conseil de développement du Pays des Landes de Gascogne :

*« Dominique LAMBERT - Président du Conseil de Développement fait le point sur l'activité de la structure. Il dit sa satisfaction concernant les relations entre le Pays et le Conseil de Développement. Il constate que le Conseil de Développement est bien associé à l'action du Pays, et que le Pays est à l'écoute de ses réflexions. Le partenariat Pays / Conseil de Développement dans les Commissions Forêt, Tourisme et Urbanisme en est l'illustration. Il s'interroge sur la meilleure façon d'étoffer la composition du Conseil de Développement. Aujourd'hui il compte 50 participants sur les 104 membres initiaux, et pense qu'il serait utile d'essayer de faire adhérer de nouvelles personnes. »<sup>3</sup>*

Le Pays des Landes de Gascogne n'a donc pas de problèmes de même nature que celui du Pays Val de Garonne-Gascogne. La motivation et la confiance de ses membres est toujours présente, même si le taux d'absentéisme avoisine les 50%. Cependant celui-ci organise en continu une campagne de recrutement pour l'adhésion à la structure, afin de renouveler les projets du Pays.

---

<sup>1</sup>Evaluation du Pays Val de Garonne-Gascogne de 2007 pp 97

<sup>2</sup>Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne*. Tours. pp42 & 99

<sup>3</sup>Pays des Landes de Gascogne. (2007). *Compte-rendu du 9 février de l'assemblée générale de Pays des Landes de Gascogne*. Morcenx. pp 7



Ainsi à la question : “ Le conseil de développement souffre t-il d’une démotivation de ses membres?”, il est possible de répondre par l’affirmative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par la négative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays val de Garonne-Gascogne serait noté -
- Pays des Landes de Gascogne serait noté +

#### **a.5.Education**

| <b>Critères de dimension Social</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b> |
|-------------------------------------|---|
| Education                           | Acquisition de nouvelles compétences        |

##### **Question :**

La mise en place de structures éducatives permet la création de nouvelle compétence au sein du territoire. Ainsi, il est possible de répondre à des besoins locaux grâce à la création de structures permettant l’acquisition de nouvelles compétences. Nous nous attacherons donc de répondre à la question suivante : Le projet a-t-il permis d’acquérir de nouvelles compétences?

##### **Pays Val de Garonne-Gascogne**

Comme nous l’avons vu en début de partie II, le Pays Val de Garonne-Gascogne a engagé la création d’une Cité de la Formation Professionnelle à Marmande :

*« Dans les locaux encore inoccupés de l’ancienne manufacture de tabac, il est prévu la création d’un grand ensemble dédié à la formation. Plusieurs organismes sont partenaires du projet, futurs occupants des lieux : la Cité de la Formation professionnelle, l’Institut de formation aux soins infirmiers, l’INSTEP<sup>1</sup> ... sont donc envisagés différents aménagements de grande ampleur, notamment :*

- la création de salles de formation*
- la création de locaux administratifs*
- la création de chambres d’hébergement des étudiants*
- l’extension des cuisines et du restaurant collectif*
- la création d’un amphithéâtre, disponible pour les formations mais aussi pour la tenue de colloques. »<sup>2</sup>*

Ce projet entre bien dans une démarche de formation durable, puisque les formations disponibles correspondent à des besoins au niveau du territoire, notamment en ce qui concerne la formation aux soins infirmiers et à l’insertion professionnelle.

##### **Pays des Landes de Gascogne**

Le Pays des Landes de Gascogne n’a aucune action engagée dans ce sens.

<sup>1</sup>L’INSTEP Aquitaine est un acteur du champ de la formation et du développement local.

<sup>2</sup>Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d’évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°6*. Tours.



### Résultats :

Pour engager une comparaison juste, on se rappelle que pour avoir établi son action, le Pays Val de Garonne-Gascogne a bénéficié de 10 millions d'euros supplémentaires pour avoir engagé une action phare dans le domaine de la formation permettant l'accès à de nouvelles compétences. Nous accorderons donc un + au Pays Val de Garonne-Gascogne, et parce que le Pays des Landes de Gascogne n'avait pas les moyens nécessaires pour réaliser une action du même type, nous lui accorderons un - .

Ainsi à la question : "Le projet a-t-il permis d'acquérir de nouvelles compétences?", il est possible de répondre par l'affirmative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par la négative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté -

### **a.6.Bilan**

A travers les cinq critères étudiés, nous pouvons établir un premier bilan de la comparaison du développement social entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne. Récapitulons les résultats obtenus dans le tableau suivant :

| <b>Critères de dimension Social</b>      | <b>Indicateurs de développement durable</b>                                      | <b>Résultats PVGG</b> | <b>Résultats PLG</b> |
|--|--|-----------------------|----------------------|
| Equité sociale, réduction de la pauvreté | Création d'emplois durables  | ++                    | +                    |
| Bien-être de la communauté locale        | Services sociaux<br>Loisirs  | +                     | ++                   |
| Intégrité sociale                        | Multiplicité des projets<br>Sélection de certains projets par rapport à d'autres | -                     | +                    |
| Démocratie participative et citoyenne    | Taux de participation aux démarches participatives                               | -                     | +                    |
| Education                                | Acquisition de nouvelles compétences   | +                     | -                    |

Tableau 17: Bilan de la comparaison du développement social entre le Pays des Landes de Gascogne et le Pays Val de Garonne-Gascogne

Le tableau ci-dessus montre que d'après nos critères d'études, le Pays Val de Garonne-Gascogne totalise un nombre de points positifs de  $4-2=2$  et le Pays des Landes de Gascogne de  $5-1=4$ . Donc, d'après notre comparaison, le Pays des Landes de Gascogne offrirait une stratégie de développement social plus efficace que le Pays Val de Garonne-Gascogne. Ceci principalement à cause du fait que l'intégrité sociale et la démocratie participative pourraient très probablement être mieux pris en compte dans les stratégies de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne. Observons à présent s'il en est de même pour le développement économique.



## b. Dimension économique

Analysons les différences en termes de développement économique à travers les critères suivants : contribution à la viabilité économique et l'offre en Technologies de l'Information et de la Communication.

### b.1. Contribution à la viabilité économique locale

| Critères de dimension Economique              | Indicateurs de développement durable      |
|---|---|
| Contribution à la viabilité économique locale | Création d'entreprises                    |
|   | Dynamisation de l'économie locale         |
|   | Part de la production locale              |
|   | Part des investissements du secteur privé |

Ce critère ayant quatre indicateurs retenus, on se propose de poser trois questions afin d'apprécier les différences entre les deux Pays.

#### Question 1 – Création d'entreprises:

Le projet a-t-il permis la création d'entreprises?

Actions engagées permettant de répondre à la question :

|   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Pays val de Garonne-Gascogne</u></b><br/>Pépinière d'entreprises emballage et matériaux composites à Marmande<br/>ZAC St Pardoux du Breuil<br/>ZAC Marmande - Ste Bazeille<br/>Pépinière d'entreprises artisanales à Tonneins</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pays des Landes de Gascogne</u></b><br/>ZA Gabardan<br/>Restructuration sites industriels Communauté de Communes de Villandraut<br/>Restructuration sites industriels Communauté de Communes de Bazas<br/>Restructuration sites industriels Communauté de Communes de Morcenx</p> |
|---|

Les stratégies de développement économique des deux pays ont permis de stimuler la création d'entreprises sur leur territoire grâce à la création de structure permettant leur accueil. Cependant, avec deux ZAC, le Pays Val de Garonne-Gascogne offre des structures permettant l'implantation d'un nombre plus important d'entreprises. De plus, pour le Pays Val de Garonne-Gascogne, l'offre en structures d'accueil est plus diversifiée notamment à travers les pépinières d'entreprises. En effet, celles-ci, en plus d'accueillir des entreprises, permettent l'aide à leur création.

#### Résultats :

Ainsi à la question : "Le projet a-t-il permis la création de nouvelles entreprises?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays Val de Garonne-Gascogne serait noté ++
- Pays des Landes de Gascogne serait noté +



### Question 2 - Dynamisation de l'économie locale:

Le développement économique joue un rôle moteur dans le développement territorial durable puisque c'est par lui que passera la création d'emplois source de bien être des acteurs du territoire. Ainsi nous posons la question suivante : mise à part la création d'entreprises, le projet a-t-il permis de dynamiser l'activité économique locale?

#### Actions engagées permettant de répondre à la question :

##### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Opération urbaine collective à Ste Bazeille<sup>1</sup>

Opération urbaine collective à Marmande

"Opération vitrine" à Marmande

##### **Pays des Landes de Gascogne**

Démarche valorisation produit de Pays : AOC Poulet du Marensin

Transmission d'entreprises (RELAI, ATRAC, ADASEA...)

ORAC Sud-Gironde<sup>2</sup>

ORAC NEL

ORAC Cœur Haute Lande

Opérations urbaines collectives Commune de Morcenx

Opérations urbaines collectives Commun de Labouheyre

Les deux Pays offrent des actions permettant de redynamiser les entreprises locales déjà existantes. Cependant, par l'intermédiaire des Opérations de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce, le Pays des Landes de Gascogne offre des actions plus structurantes que les plus simples opérations urbaines collectives du Pays Val de Garonne-Gascogne.

Ainsi à la question : "Mise à part la création d'entreprises, le projet a-t-il permis de dynamiser l'activité économique locale?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays Val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté ++

### Question 3 - participation des acteurs privés:

La participation de tous les acteurs du territoire est un élément important du développement territorial durable et notamment les acteurs économiques. Car c'est par eux que le territoire et tirera le meilleur parti de ses ressources. C'est pourquoi nous posons la question suivante : le secteur privé a-t-il investi dans les projets du Pays?

##### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Le Pays Val de Garonne-Gascogne a permis de réaliser quatre actions imaginées par des maîtres d'ouvrage du secteur privé. Comme les actions des partenaires privés sont moins courantes que celles du public, on se propose de détailler deux d'entre elles.

---

<sup>1</sup>Les Opérations urbaines collectives visent à inciter les propriétaires de locaux commerciaux, artisanaux ou de services, à réhabiliter ou à moderniser ces locaux et leurs équipements professionnels.

<sup>2</sup>Les Opérations de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce (ORAC) ont pour objectif de dynamiser l'économie locale en favorisant le développement et la modernisation des petites entreprises indépendantes commerciales, artisanales et de services. Une ORAC se peut se décliner en plusieurs actions : études, animations, investissements et actions collectives. Les trois ORAC réalisées pour le Pays des Landes de Gascogne ont bénéficiés des quatre actions.



Maitre d'ouvrage : Tri Garonne Environnement  
Entreprise spécialisée dans la Collecte des déchets non dangereux

Description de l'action :

*« Création d'une plate-forme de tri des déchets du bâtiment et des travaux publics et d'un centre de stockage de déchets inertes, de béton, d'enrobés, de bois, de carton, de fer, de plastiques, de plâtres, de polystyrène, de cartouches, de peintures, d'aérosols. Ce projet s'inscrit dans le schéma départemental de la gestion des déchets du bâtiment et travaux publics, il est également soutenu et accompagné par la Fédération Française du Bâtiment. »<sup>1</sup>*

---

Maître d'Ouvrage : Pisciculture de Trépelèbe  
« La ferme du Ciron »

Description de l'action :

*« Le projet visait à mettre en place un procédé de valorisation des matières organiques (cette action n'est pas obligatoire du point de vue réglementaire) par réalisation de composts sur des exploitations agricoles. Ce projet nécessitait l'acquisition et la mise en place d'un certain nombre d'équipements tels des systèmes de filtration, des pompes de recyclage, d'oxygénation de l'eau, etc. Cette station de traitement permet d'améliorer la qualité de l'eau de la pisciculture et celle de la rivière du « Ciron » en aval. Le projet permet une meilleure utilisation de l'eau disponible et améliore sa qualité en accentuant les capacités auto-épuratrices de la rivière.»<sup>2</sup>*

Les deux actions détaillées concernent toutes les deux la préservation de l'environnement, mais cette caractéristique n'est pas jugée ici et ne permettra pas l'obtention d'un point supplémentaire. Cependant, le caractère environnemental et transversal de ces actions sera pris en compte dans critères correspondants.

**Pays des Landes de Gascogne**

Le Pays des Landes de Gascogne n'a aucun projet réalisé avec des partenaires privés. Ainsi à la question : 'Le secteur privé a-t-il investi dans les projets du Pays?', il est possible de répondre par l'affirmative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par la négative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +
- Pays des Landes de Gascogne serait noté -

---

<sup>1</sup> Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°48*. Tours.

<sup>2</sup> Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°44*. Tours.



## ***b.2. Technologies de l'information et de la Communication***

| <b>Critères de dimension Economique</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b> |
|---|---|
| Média et communication                  | Développement des TIC                       |

Question : Les Technologies de l'Information et de la Communication sont devenues essentielles pour l'implantation et le bon fonctionnement des entreprises. Ainsi nous posons la question suivante : Le projet a-t-il favorisé le développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ?

Actions engagées :

|  |
|--|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Pays val de Garonne-Gascogne</u></b><br/>Etude : Schéma des TIC sur le Pays</p> <p style="text-align: center;"><b><u>Pays des Landes de Gascogne</u></b><br/>Etude : Schéma des TIC sur le Pays<br/>Etude : Pôle de Ressources Numériques de Pays<sup>1</sup><br/>Mise en œuvre du schéma TIC</p> |
|--|

Les Technologies de l'Information et de la Communication prennent une importance de plus en plus considérable dans la vie des entreprises, le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne l'ont bien compris en engageant tout les deux des démarches pour les développer au sein de leur territoire. Cependant le Pays des Landes de Gascogne est le seul à avoir engagé des actions au-delà de la simple étude en développant le schéma établi.

Ainsi à la question : "Le projet a-t-il favorisé le développement des Technologies de l'Information et de la Communication ?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté ++

## ***b.3. Bilan***

Récapitulons les résultats obtenus à travers le tableau suivant :

| <b>Critères de dimension Economique</b>       | <b>Indicateurs de développement durable</b> | <b>Résultats PVGG</b> | <b>Résultats PLG</b> |
|---|---|-----------------------|----------------------|
| Contribution à la viabilité économique locale | Création d'entreprises                      | ++                    | +                    |
|   | Dynamisation de l'économie locale           | +                     | ++                   |
|   | Part des investissements du secteur privé   | +                     | -                    |
| Média et communication                        | Développement des TIC                       | +                     | ++                   |

Tableau 18: Bilan de la comparaison du développement économique entre le Pays des Landes de Gascogne et le Pays Val de Garonne-Gascogne

Le tableau ci-dessus montre que d'après nos critères d'études, le Pays Val de Garonne-Gascogne totalise un nombre de points positifs de 5 et le Pays des Landes de

<sup>1</sup> Un pôle de ressources numériques est un dispositif de Pays mettant à disposition des compétences et des ressources techniques en faveur du développement numérique des Pays (animation, appui technique, sensibilisation, etc.)



Gascogne de 5-1=4. Donc, d'après notre comparaison, le Pays Val de Garonne-Gascogne offrirait un développement économique un peu plus efficace que le Pays des Landes de Gascogne. Observons ce qu'il en est pour la dimension environnemental.

### c. Dimension environnemental

Le développement environnemental est étudié à partir des quatre critères suivants : lutte contre le changement climatique, préservation de l'environnement, préservation des paysages et conservation de la biodiversité et des milieux.

#### c.1.Lutte contre le changement climatique

| Critère de dimension environnemental  | Indicateurs de développement durable            |
|---------------------------------------|---|
| Lutte contre le changement climatique | Réduction des émissions de gaz à effet de serre |

Question : La réduction des gaz à effets de serre est devenue un des grands enjeux environnementaux du développement durable. C'est pourquoi nous posons la question suivante : le projet a-t-il permis une réduction des émissions de gaz à effet de serre, mesurable à long terme?

#### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Afin d'apporter sa contribution à la réduction des gaz à effet de serre, le Pays Val de Garonne Gascogne a initié la construction d'une centrale solaire photovoltaïque :

*« Le projet, qui est localisé sur le site de la réserve naturelle de la Mazière à Villeton, est articulé autour de la construction d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de production de 1 500 KW/an.*

*Le projet inclut un volet pédagogique, à destination des enfants scolarisés dans les écoles primaires, collèges et lycées du territoire. Il a vocation à devenir un pôle référent pour le Pays Val de Garonne-Gascogne, voire au-delà, en matière de sensibilisation aux énergies renouvelables. »<sup>1</sup>*

En plus d'avoir un effet direct sur les émissions de gaz à effet de serre, le projet propose une sensibilisation des enfants aux énergies renouvelables, ce qui pourra avoir un impact sur les émissions futures.

#### **Pays des Landes de Gascogne**

Le Pays des Landes de Gascogne, pour répondre aux enjeux des émissions de gaz à effet de serre, a lancé, sur l'échelle d'une commune, une sensibilisation aux démarches Haute Qualité Environnementale (HQE) visant à :

- Expliquer ce qu'est la démarche HQE et dans quelles conditions elle peut être mobilisée.
- Montrer qu'une démarche HQE est une démarche d'éco-responsabilité et durable
- Prouver qu'une démarche HQE est économiquement rentable.

---

<sup>1</sup> Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°43*. Tours.



### Résultats :

Bien que le Pays des Landes de Gascogne ait engagé une démarche de sensibilisation, il n'a pas établi, comme le Pays Val de Garonne-Gascogne, de projet visant à réduire directement les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi à la question : "Le projet a-t-il permis une réduction des émissions de gaz à effet de serre, mesurable à long terme?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté ++

-Pays des Landes de Gascogne serait noté +

### *c.2.Préservation de l'environnement et des ressources locales*

| Critère de dimension environnemental                      | Indicateurs de développement durable  |
|---|---|
| Préservation de l'environnement et des ressources locales | Réduction de la pollution des eaux/sols,<br>Protection des écosystèmes<br>Utilisation durable des ressources naturelles |

Question : Nous l'avons vu précédemment, la valorisation des ressources locales est un critère important du développement territorial durable, notamment par le caractère endogène de celui-ci. Ainsi nous posons la question suivante : Les ressources locales sont-elles utilisées de manière efficace et durable? Le projet a-t-il permis une meilleure gestion des déchets?

#### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Afin de préserver les ressources locales, le Pays Val de Garonne-Gascogne a permis la mise en place de deux structures permettant le recyclage des déchets : une déchetterie ouverte aux artisans et commerçants et une plate-forme de tri des déchets du bâtiment. On peut considérer que ces projets ont permis le recyclage des déchets et donc la valorisation de ceux-ci. Les déchets locaux sont donc devenus une véritable ressource pour le territoire.

#### **Pays des Landes de Gascogne**

Afin de permettre une meilleure gestion de la ressource en eau, le Pays des Landes de Gascogne a mis en place un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) au niveau du Ciron. Ce document de planification permet aux acteurs locaux de mener des actions concrètes pour la reconquête de la qualité des eaux et des milieux aquatiques, ceci à l'échelle du bassin versant du Ciron. Par ce SAGE, le Pays des Landes de Gascogne montre donc sa volonté d'engager des démarches pour une meilleure gestion de la ressource en eau.

### Résultats :

Les deux Pays ont engagé des démarches différentes pour la valorisation des ressources locales. Le Pays Val de Garonne-Gascogne s'est engagé dans la valorisation des déchets alors que le Pays des Landes de Gascogne a décidé de valoriser les ressources aquatiques de la vallée du Ciron. Même si ces deux démarches ne sont pas vraiment comparables, on considère qu'elles ont un impact sur l'environnement de même nature.

Ainsi à la question : "Les ressources locales sont-elles utilisées de manière efficace et durable? Le projet a-t-il permis une meilleure gestion des déchets?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté +



### *c.3.Préservation des paysages*

| Critère de dimension environnemental | Indicateurs de développement durable                |
|--------------------------------------|---|
| Préservation des paysages            | Vues préservées, améliorations rénovations de bourg |

Question : Les paysages aussi bien naturels qu'urbains constituent les fondements d'une identité locale. Leur valorisation est donc un enjeu fort pour le développement territorial durable et ceci par sa dimension identitaire. Ainsi nous posons la question suivante : le projet a-t-il permis une amélioration des paysages locaux ?

#### **Pays Val de Garonne-Gascogne**

La seule action engagée par l'intermédiaire du Pays Val de Garonne-Gascogne qui pourrait rentrer dans ce critère est la réhabilitation du moulin de Gorry de Grateloup. Pour cette action, on ne peut pas vraiment parler d'amélioration de paysage mais de la remise en état d'un élément de celui-ci. L'action du Pays Val de Garonne-Gascogne pour la préservation des paysages est donc assez faible.

#### **Pays des Landes de Gascogne**

Pour la préservation des paysages le Pays des Landes de Gascogne a engagé quatre types d'action :

-La réhabilitation du patrimoine bâti des airiaux : l'airial désigne un mode d'habitat des Landes, dans une clairière au cœur du massif forestier. Il regroupe quelques maisons et leurs dépendances (grange, bergerie, poulailler...). Ainsi ce sont 17 propriétaires d'airiaux qui ont été aidés par le Pays pour rénover leur maison, les autres bâtiments (granges, loges à cochon ...) et le patrimoine végétal.<sup>1</sup>

-Livre Blanc permettant de définir un cadre paysager pour le territoire :

*« Face à l'accélération de l'urbanisation, au refus de la plupart des élus locaux de voir une banalisation de la construction se développer, et à la réaction de citoyens soucieux de préserver l'environnement local, l'élaboration du Livre Blanc est le premier acte majeur de la volonté positive de changement exprimée par les élus du Pays des Landes de Gascogne et du Parc Naturel Régional. Il est la source de référence pour l'élaboration des documents d'urbanisme (P.L.U, Chartes d'Urbanisme, ...). [...] Ce document est en fait un outil permettant de mieux lire le paysage tout en apportant des solutions aux problèmes et incohérences soulevés afin de construire et léguer un territoire de qualité. »<sup>2</sup>*

<sup>1</sup> Pays des Landes de Gascogne. (2006). *Pays des Landes de Gascogne: Bilan du contrat de Pays 2004 - 2006*. Sabres. pp. 19

<sup>2</sup> Pays des Landes de Gascogne. (2007, Septembre). *Le livre Blanc*. Consulté le Avril 2008, sur Pays des Landes de Gascogne: <http://www.pays-landesdegascogne.org/palg/content/view/full/537>



Ainsi le Livre Blanc a pour objectif de sensibiliser les acteurs du territoire à l'importance du patrimoine paysager du Pays des Landes de Gascogne.

- Mise en place de documents d'urbanisme sur 15 communes (Plan Local d'Urbanisme et Cartes Communales).

- Aménagement de Centre-Bourg sur 3 communes.

La réhabilitation des airiaux, la réalisation d'un Livre Blanc, la mise en place de documents d'urbanisme et les aménagements de bourgs, par leurs interactions et leurs caractères opérationnels immédiats ont constitués des actions favorables à la préservation des paysages pour le Pays des Landes de Gascogne.

#### Résultats :

Contrairement au Pays Val de Garonne-Gascogne, le Pays des Landes de Gascogne a su réaliser plusieurs actions structurantes pour la préservation des paysages sur son territoire. Ainsi à la question : " Le projet a-t-il permis une amélioration des paysages locaux ?", il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays val de Garonne-Gascogne serait noté -

- Pays des Landes de Gascogne serait noté +

#### ***c.4.Biodiversité et milieux***

| Critère de dimension environnemental | Indicateurs de développement durable  |
|--------------------------------------|---------------------------------------|
| Biodiversité et milieux              | Espèces protégées<br>Milieux protégés |

Question : Le projet a-t-il contribué à la préservation de la biodiversité et des milieux?

#### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Nous l'avons vu précédemment, le Pays Val de Garonne-Gascogne a mis en place, à travers un porteur de projet privé (un pisciculteur), un traitement des rejets de piscicultures. Ce projet contribue à la préservation de la biodiversité et du milieu aquatique.

#### **Pays des Landes de Gascogne**

Précédemment, nous avons vu que le Pays des Landes de Gascogne avait mis en place un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) au niveau du Ciron. Par ce SAGE, le Pays des Landes de Gascogne montre donc sa volonté d'engager des démarches pour une préservation de l'écosystème aquatique.

#### Résultats :

Les deux Pays ont su mettre en œuvre des actions pour la protection de l'écosystème aquatique. Même si pour le Pays Val de Garonne-Gascogne l'action s'avère être plus concrète, la mise en place d'un SAGE par le Pays des Landes de Gascogne est tout aussi important car c'est un schéma qui permet une meilleure gestion de l'écosystème du Ciron.

Ainsi à la question : il est possible de répondre par l'affirmative pour nos deux pays en précisant que, selon notre méthode de classement :



- Pays val de Garonne-Gascogne serait noté +
- Pays des Landes de Gascogne serait noté +

### c.5.Bilan

A travers les quatre composantes, nous pouvons établir un bilan de la comparaison du développement environnemental entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne. Récapitulons les résultats obtenus dans le tableau suivant :

| <b>Critère de dimension environnemental</b>               | <b>Indicateurs de développement durable</b>  | <b>Résultats PVGG</b> | <b>Résultats PLG</b> |
|---|--|-----------------------|----------------------|
| Lutte contre le changement climatique                     | Réduction des émissions de gaz à effet de serre  | +                     | +                    |
| Préservation de l'environnement et des ressources locales | Réduction de la pollution des eaux/sols<br>Protection des écosystèmes<br>Utilisation durable des ressources naturelles | +                     | +                    |
| Préservation des paysages                                 | Vues préservées<br>Rénovations de bourg  | -                     | +                    |
| Biodiversité et milieux                                   | Espèces protégées<br>Milieux protégés  | +                     | +                    |

Tableau 19: Bilan de la comparaison du développement environnemental entre le Pays des Landes de Gascogne et le Pays Val de Garonne-Gascogne

Le tableau ci-dessus montre que d'après nos critères d'études, le Pays Val de Garonne-Gascogne totalise un nombre de points positifs de 4-1=3 et le Pays des Landes de Gascogne de 4. Donc, d'après notre comparaison, le Pays des Landes de Gascogne offrirait une stratégie de développement environnemental un peu plus efficace que celle du Pays Val de Garonne-Gascogne. Observons ce qu'il en est en termes de transversalité et de cohérence des deux projets de Pays.

## d. Transversalité et cohérence du projet pays

Le développement territorial durable se doit d'être transversal et cohérent. Dans cette partie, nous allons tenter de mesurer relativement ces caractères pour le Pays des Landes de Gascogne et le Pays Val de Garonne-Gascogne.

### d.1.Transversalité

| <b>Critère transversalité et cohérence</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b>        |
|--|--|
| Transversalité                             | Transversalité des thématiques des projets du Pays |

Question : Les projets du Pays permettent-ils de répondre à plusieurs enjeux de façon transversale ?

Afin de répondre à cette question, nous allons récapituler l'ensemble des types d'actions menées par les deux Pays afin de voir dans quel champ de développement elles interviennent.



Le but étant de voir si la plupart des actions sont bien transversales ou s'il ne s'agit que d'une simple superposition d'actions.

### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des actions menées par le Pays Val de Garonne-Gascogne et les champs de développement dans lesquels elles interviennent :

| <b>Critères</b><br><b>Type de Projets</b>                                       | <b>Développement Social</b> | <b>Développement économique</b> | <b>Développement environnemental</b> |
|---|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| Plate-forme de tri des déchets du bâtiment                                      |                             |                                 |                                      |
| Pépinière d'entreprises   |                             |                                 |                                      |
| Zone d'aménagement Concerté   |                             |                                 |                                      |
| Equipement de visites "Gens de Garonne"   |                             |                                 |                                      |
| Multiservices   |                             |                                 |                                      |
| TIC   |                             |                                 |                                      |
| Centrale solaire photovoltaïque   |                             |                                 |                                      |
| Pisciculture : mise en place un procédé de valorisation des matières organiques |                             |                                 |                                      |
| Cité de la formation professionnelle à Marmande                                 |                             |                                 |                                      |
| Médiathèque   |                             |                                 |                                      |
| Centre de loisirs et structure d'accueil de la petite enfance                   |                             |                                 |                                      |
| Salle des Sports  |                             |                                 |                                      |
| Opération urbaine collective  |                             |                                 |                                      |
| Réhabilitation de moulin  |                             |                                 |                                      |
| Sentier d'interprétation  |                             |                                 |                                      |

Tableau 20: Tableau de transversalité du développement du Pays Val de Garonne-Gascogne

Dans le tableau ci-dessus on constate que le Pays Val de Garonne-Gascogne a engagé :

- 7 actions n'entrant que dans un seul champ de développement ;
- 7 actions entrant dans deux champs de développement ;
- 1 action entrant dans les trois champs du développement.

Si on considère qu'un développement territorial durable passe par des actions recouvrant le plus de champs possibles du développement, alors pour le Pays Val de Garonne-Gascogne le bilan est assez mitigé. En effet, on ne comptabilise qu'une seule action commune aux trois champs de développement. Cependant tout n'est pas négatif puisque 7 d'entre elles entrent dans deux des champs du développement territorial durable. Parmi ces 7 actions nous constatons 2 actions entrant dans les champs du développement économique et environnemental, et 5 actions entrant dans les champs du développement économique et social. Ainsi, le développement économique est le plus favorisé de ces actions. Pour conclure, même si les actions ne recouvrent pas



majoritairement les trois champs du développement, le bilan n'est pas totalement négatif puisqu'on observe une tentative de répartir les actions dans tous les champs du développement territorial durable.

### **Pays des Landes de Gascogne**

Le tableau suivant récapitule l'ensemble des actions menées par le Pays des Landes de Gascogne et les dimensions du développement durable dans lesquelles elles interviennent :

| <b>Critères<br/>Type de Projets</b>                        | <b>Développement Social</b> | <b>Développement économique</b> | <b>Développement environnemental</b> |
|--|-----------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|
| Zone d'activités   |                             |                                 |                                      |
| Restructuration de sites industriels                       |                             |                                 |                                      |
| Maison de santé  |                             |                                 |                                      |
| Centre de loisirs et maison de l'enfance                   |                             |                                 |                                      |
| Multiples ruraux   |                             |                                 |                                      |
| Salle de sport et piste d'athlétisme                       |                             |                                 |                                      |
| Contrat temps libre  |                             |                                 |                                      |
| Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat           |                             |                                 |                                      |
| Création de logements locatifs                             |                             |                                 |                                      |
| TIC  |                             |                                 |                                      |
| Valorisation de produit de Pays : AOC Poulet du Marensin   |                             |                                 |                                      |
| Opération de restructuration de l'artisanat et du commerce |                             |                                 |                                      |
| Opération urbaine collective                               |                             |                                 |                                      |
| Sensibilisation HQE  |                             |                                 |                                      |
| SAGE   |                             |                                 |                                      |
| Réhabilitation du patrimoine Bâti                          |                             |                                 |                                      |
| Livre blanc : Paysage                                      |                             |                                 |                                      |
| Document d'urbanisme                                       |                             |                                 |                                      |

Tableau 21: Tableau de transversalité du développement du Pays des Landes de Gascogne

Dans le tableau ci-dessus nous observons que le Pays Val de Garonne-Gascogne a engagé :

-12 actions n'entrant que dans un seul champ de développement ;

-6 actions entrant dans deux champs de développement ;

-0 action entrant dans les trois champs du développement.

Dans un premier temps, nous constatons que contrairement au Pays Val de Garonne-Gascogne, le Pays des Landes de Gascogne n'a aucune action commune aux trois champs du



développement territorial durable. Entre une et aucune, nous pouvons penser que la différence n'est pas grande, cependant cela pourrait traduire le fait que le Pays des Landes de Gascogne n'a pas su engager sa démarche afin d'assurer la transversalité de ses actions. Cela se confirme lorsque nous observons le nombre important d'actions engagées qui n'entrent que dans une seule dimension du développement territorial durable. En effet avec douze actions de cette nature, le Pays des Landes de Gascogne montre bien qu'il n'assure pas la transversalité de ses projets. Notons de plus que contrairement au Pays Val de Garonne-Gascogne, le Pays des Landes de Gascogne n'a aucun projet transversal prenant en compte le développement environnemental.

#### Résultat :

Si l'on considère qu'un développement territorial durable passe par des projets recouvrant le plus de champs possibles du développement, alors c'est le Pays Val de Garonne-Gascogne qui est en avance par rapport au Pays des Landes de Gascogne. En effet, le Pays Val de Garonne-Gascogne a initié des projets relativement transversaux contrairement au Pays des Landes de Gascogne. Même si la différence n'est pas flagrante elle est tout de même suffisamment remarquable, ainsi, à la question « Les projets du Pays permettent-ils de répondre à plusieurs enjeux de façon transversale ? », il est possible de répondre par l'affirmative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par la négative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

-Pays Val de Garonne-Gascogne serait noté +

-Pays des Landes de Gascogne serait noté -

Remarque : La transversalité est un élément important du développement territorial durable. Pour cela, on se propose de mettre un coefficient égal à 2 sur les résultats obtenus ci-dessus, ce qui nous amène au résultat suivant :

Pays Val de Garonne-Gascogne : ++

Pays des Landes de Gascogne : - -

## **d.2.Culture**

| Critère du développement durable | Indicateurs de développement durable |
|----------------------------------|--------------------------------------|
| Culture                          | Identité culturelle                  |

Question : Le projet reflète-t-il une cohésion, une identité culturelle?

### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Il existe deux actions menées par le Pays Val de Garonne-Gascogne qui pourrait aller dans ce sens. La première est la Création d'un équipement de visites "Gens de Garonne" :

*« Le projet visait à créer au cœur du bourg un équipement de visite sur le concept d'un scéno-vision. Pour cela, la C.C. Val de Garonne a acheté un ensemble immobilier au cœur du village, en bordure de Garonne. Il s'agissait de raconter une histoire entre la population d'un village et la Garonne, d'une durée de 40 minutes, avec une capacité d'accueil de 50 personnes. Le concept muséographique s'appuie sur la Garonne et ses crues et permet, par les multiples techniques employées, de faire vivre une séquence de vie dans un lieu du village au moment de la crue de la Garonne. L'espace destiné*



*au scéno-vision est une pièce de 90m2 et d'environ 8 mètres de hauteur sous les charpentes. »<sup>1</sup>*

Ce projet touristique reflète la volonté du Pays Val de Garonne-Gascogne à créer une identité. En effet, nous avons vu dans la partie précédente que le Pays était construit sur deux identités fortes. Cependant, cette action, même si elle reflète un patrimoine local ancien, reste ciblée sur l'identité culturelle de la partie nord du Pays<sup>2</sup>. Ainsi, cette action ne fait que marquer la différence Nord/Sud et, malgré ce qu'elle peut laisser penser, a contribué à marquer le fossé qui existait déjà. Beaucoup d'efforts ont donc été fournis pour créer une structure certes viable économiquement, mais qui pourrait déséquilibrer l'entente Nord/Sud.

La deuxième action est la réalisation d'un programme d'expositions sur le patrimoine du Pays<sup>3</sup> :

*« Le groupe de travail « Patrimoine », constitué à l'occasion de l'élaboration de la Charte de Pays, a souhaité mettre en œuvre un projet concret de mise en valeur et de sensibilisation du petit patrimoine rural du Pays Val de Garonne-Gascogne, à destination d'un large public (familles, enfants, touristes), à travers la réalisation d'une exposition itinérante [...]. L'exposition a servi de support à des conférences, débats, autour du thème de la connaissance et de la valorisation du patrimoine. Un ouvrage sur le patrimoine du Pays Mémoire a aussi été édité. »*

Contrairement à la première action, celle-ci met en évidence le patrimoine culturel des deux entités du Pays. Même si l'action est de moins grande envergure, elle souligne le fait qu'avec peu de moyens, il est possible de faire des projets qui réunissent les deux identités culturelles du Pays sans que l'une ne prenne le dessus sur l'autre.

### **Pays des Landes de Gascogne**

Le Pays des Landes de Gascogne a réalisé deux actions démontrant qu'il existe bien une identité culturelle sur le territoire. La première, nous l'avons détaillée précédemment, consiste en la réhabilitation du patrimoine bâti des airiaux. Cette action constitue un signal culturel fort par la préservation d'un patrimoine commun que nous pouvons retrouver sur l'ensemble du territoire.

La deuxième c'est la valorisation des produits du Pays par l'obtention de l'AOC Poulet Jaune du Marensin. Cette appellation a été obtenue grâce à l'ensemble des aviculteurs, qui ont su faire valoir la qualité de leur poulet élevé en liberté sous la forêt de pins des landes.

#### **Résultat :**

Les deux Pays ont su engager des actions pour la conservation de leur patrimoine. Cependant, le Pays Val de Garonne-Gascogne n'a pas fait le bon choix pour favoriser la mise en place d'une culture commune. En décidant de créer une structure basée sur le passé identitaire de la partie Nord du Pays, le Pays a approfondi un fossé déjà creusé. Pour le Pays des Landes de Gascogne,

---

<sup>1</sup> Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°15*. Tours.

<sup>2</sup> Celle du Val de Garonne par opposition au Sud plus landais.

<sup>3</sup> Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne : Fiche Action n°51*. Tours.



qui a un territoire homogène, il a été plus facile de mettre en place des projets valorisant un patrimoine commun. Ainsi à la question : “ Le projet reflète-t-il une cohésion, une identité culturelle? ”, il est possible de répondre par la négative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par l’affirmative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays Val de Garonne-Gascogne serait noté -
- Pays des Landes de Gascogne serait noté +

### ***d.3.Communication***

| <b>Critère du développement durable</b> | <b>Indicateurs de développement durable</b> |
|---|---|
| Communication                           | Communication externe                       |

Question : La communication est aujourd’hui en amont de toute action publique. Les acteurs du développement local doivent impérativement être informés sur les avancés du projet afin de pouvoir émettre d’éventuelles recommandations. C’est pourquoi nous posons la question suivante : le pays communique t-il sur son action?

#### **Pays val de Garonne-Gascogne**

Le Pays Val de Garonne-Gascogne possède un site internet destiné à la création ou à la reprise d’entreprise au sein du territoire. Ce site internet est donc exclusivement réservé aux entrepreneurs et n’a pas pour but d’informer les habitants du territoire sur l’action du Pays. Notons de plus que ce site internet n’est pas régulièrement mis à jour.

Pour informer les acteurs du territoire du Pays, une lettre d’information est diffusée une ou deux fois par ans et récapitule l’action du Pays au fil du temps. En plus de cette lettre, le Pays communique son action par la mention “Pays Val de Garonne-Gascogne” sur certain projets.

#### **Pays des Landes de Gascogne**

Le Pays des Landes de Gascogne dispose d’un site internet communiquant régulièrement l’action passée et à venir du Pays et du conseil de développement. Ainsi, il est possible pour chacun des habitants du territoire, quelque soit leur statut, d’accéder aux informations du Pays, puis d’en tirer d’éventuels avantages. De plus, une lettre d’informations est également disponible une à deux fois par ans.

#### **Résultats :**

Les deux Pays disposent tous les deux de moyens d’informations pour le public, ce qui est déjà une bonne chose. En effet, cela contribue dans une moindre mesure à faire naître un sentiment d’appartenance à un territoire, un principe qui serait fondamental pour le développement territorial durable. Cependant, même si le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne disposent des même outils de communications, la façon de les utiliser n’est pas la même. En ce qui concerne l’outil internet, il semblerait que le Pays des Landes de Gascogne vise un public plus large que le Pays Val de Garonne-Gascogne.

Ainsi à la question : “Le pays communique-t-il sur son action?”, il est possible de répondre par l’affirmative pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et par la négative pour le Pays des Landes de Gascogne en précisant que, selon notre méthode de classement :

- Pays Val de Garonne-Gascogne serait noté +
- Pays des Landes de Gascogne serait noté ++



#### d.4. Bilan

A travers les trois critères étudiés, nous pouvons établir un bilan de la comparaison de la cohérence du développement des deux Pays entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne. Récapitulons les résultats obtenus dans le tableau suivant :

| Critère transversalité et cohérence | Indicateurs de développement durable               | Résultats PVGG | Résultats PLG |
|-------------------------------------|--|----------------|---------------|
| Transversalité                      | Transversalité des thématiques des projets du Pays | ++             | --            |
| Culture                             | Identité culturelle                                | -              | +             |
| Communication                       | Communication externe                              | +              | ++            |

Le tableau ci-dessus montre que d'après nos critères d'études, le Pays Val de Garonne-Gascogne totalise un nombre de points positifs de  $3-1=2$  et le Pays des Landes de Gascogne de  $3-2=1$ . Donc, d'après notre comparaison, le Pays Val de Garonne-Gascogne offrirait une cohérence dans son développement davantage efficace que le Pays des Landes de Gascogne.

#### e. Synthèse de la comparaison

Rappelons que cette partie avait pour but de mesurer les écarts de développement entre les deux Pays. Il s'agissait en effet de vérifier si les stratégies de développement adoptées par chacun de nos pays de référence, se traduisaient ou non par des résultats différenciés en termes de développement territorial durable. Afin de mesurer les écarts de développement entre les deux Pays, récapitulons les points accordés en fonctions de chaque critère et notons les écarts observés en valeur absolue :

| Critère                               | Pays Val de Garonne-Gascogne | Pays des Landes de Gascogne | Ecart en valeur absolue |
|---------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------|
| Développement social                  | 2                            | 4                           | 2                       |
| Développement économique              | 5                            | 4                           | 1                       |
| Développement environnementale        | 3                            | 4                           | 1                       |
| Cohérence du projet et transversalité | 2                            | 1                           | 1                       |

Tableau 22: Tableau récapitulatif des écarts de développement entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne  
Réalisation personnelle

Dans un premier temps, nous constatons que les deux pays sont proches l'un de l'autre en termes de développement. Cependant, le Pays Val de Garonne-Gascogne semble présenter un meilleur niveau de développement économique et une plus grande cohérence de son projet de territoire que le Pays des Landes de Gascogne. Le Pays des Landes de Gascogne présenterait quand à lui un meilleur développement social et environnemental.

Ce rapide bilan effectué, penchons nous à présent sur les écarts de points entre les différentes dimensions du développement territorial durable. Rappelons que d'après la méthode que nous avons employée, les points répartis pour chaque indicateur de chaque critère ne peuvent avoir un écart de plus d'un point : « Si un des deux pays étudiés offre une meilleure (ou moins bonne) caractéristique que l'autre, alors ils seront différenciés par **un seul** point positif (ou négatif) en



plus. ». Ainsi l'écart maximum pour chaque critère de développement durable ne peut dépasser 4 en valeur absolue, puisque pour chaque critère nous avons étudié quatre indicateurs<sup>1</sup>.

Ainsi, en reportant graphiquement les écarts de chaque critère obtenus entre les deux Pays, nous obtenons le radar suivant :

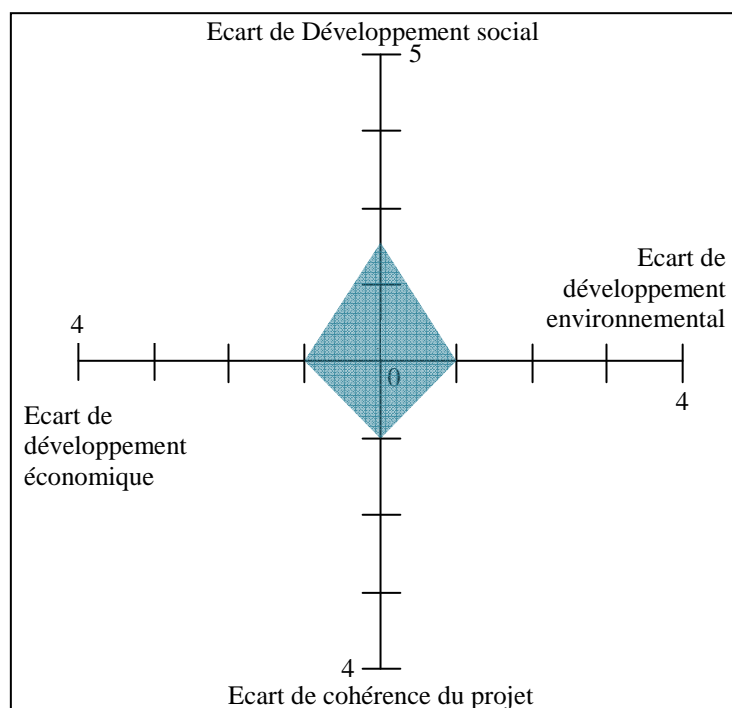


Figure 4 : Diagramme des valeurs absolues des écarts de critères de développement territorial durable entre Pays Val de Garonne-Gascogne et Pays des Landes de Gascogne  
Réalisation personnelle

Dans ce radar, sur chaque axe nous avons reporté en valeurs absolues, les écarts maximum possibles et les écarts réellement observés entre le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne et pour les différentes dimensions du développement territorial durable que nous avons établis. Puis nous avons relié chaque point représentant les écarts observés afin d'obtenir une surface, ici représentée en bleue. Ainsi, une zone bleue étendue signifierait que les écarts de développement entre les deux Pays seraient grands, tandis qu'une zone bleue ramassée sur elle-même signifierait une proximité dans le chemin de développement des deux Pays.

Ici nous remarquons que la zone bleue est ramassée sur elle-même. Cela signifie que selon notre méthode de comparaison, les deux Pays auraient un développement comparable en termes de développement territorial durable. Ainsi, les effets des projets de développement mis en œuvre dans le cadre des contrats de Pays, pour une période presque semblent avoir été comparables dans les territoires du Pays Val de Garonne-Gascogne et du Pays des Landes de Gascogne. **Nous n'observons donc pas de manière évidente de différences en termes de durabilité pour les démarches de développement engagées par le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne.** Ce constat marque un premier résultat de notre recherche.

<sup>1</sup> Deux exceptions :

- Le critère de développement social comptabilise 5 indicateurs, donc l'écart maximum entre les deux Pays en valeur absolue vaut 5.
- Le critère cohérence du projet de Pays ne comptabilise que 3 indicateurs. Cependant l'indicateur "transversalité" étant un point important du développement territorial durable, celui-ci est pondéré d'un coefficient égal à deux, ce qui ramène l'écart maximum en valeur absolue à 4.



Cependant ce résultat est à nuancer, avons-nous pris en compte suffisamment de critères pour pouvoir affirmer ce résultat ? Le fait de ne pas avoir pris en compte les effets de développements des actions engagés par l'AIRIAL avant que le du Pays des Landes de Gascogne n'existe n'a-t-il pas faussé les résultats ? Ne pas avoir réellement pris en compte les besoins des territoires et d'avoir ainsi supposé que les territoires étaient homogènes était-ce vraiment légitime ?

Malgré ces limites et ces questions, il paraît assez prudent d'affirmer que durant la période étudiée qui est celle du premier contrat de Pays et selon les critères que nous avons pris en compte, aucuns des deux Pays n'a proposé d'actions dont le résultat est d'offrir un développement territorial plus durable que l'autre.

### Troisième partie : Synthèse conclusive

Cette synthèse aura pour but de répondre à chaque hypothèse à partir des observations et des résultats obtenus.

#### **a. Réponse à l'hypothèse spécifique**

Rappelons notre hypothèse spécifique :

**Dans le cadre de notre étude de cas, il existerait une corrélation entre la volonté des acteurs de se mobiliser au début du projet Pays (ce que nous avons appelé gouvernance initiale) et le caractère durable du développement d'un territoire.**

Avant de répondre à notre hypothèse spécifique, nous allons commencer par récapituler les éléments de notre étude qui peuvent nous permettre d'y répondre. Nous rappelons ici que nos résultats obtenus ne sont valables que pour les territoires étudiés et selon les approximations et les choix de raisonnement que nous avons fait. En aucun cas les observations et les résultats que nous faisons ici ne peuvent être généralisables aux autres Pays.

Pour résumer, Le Pays Val de Garonne-Gascogne a eu une mise en place un peu difficile certainement due à l'hétérogénéité du territoire en termes de culture. Les acteurs politiques du territoire ont eu du mal à se fédérer et à se faire confiance. Malgré cela, tous les acteurs du Pays ont réussi à établir une charte montrant une volonté d'établir un projet commun. En découle une organisation souple et une Charte de développement exhaustive dont la globalité des thématiques peut laisser penser à du développement durable. Cependant, on peut se demander si la démarche du Pays Val de Garonne-Gascogne reflète réellement un développement territorial durable. En effet, le périmètre du pays cumule un manque d'identité commune et des acteurs politiques peu impliqués dans la démarche. Ces deux éléments semblent pourtant être essentiels<sup>1</sup>, comment établir un projet commun si la confiance n'est pas au rendez-vous ?

Le Pays des Landes de Gascogne a eu quand à lui, un passé commun qu'est celui de l'établissement de la forêt des Landes. Un passé commun certainement favorable à la mise en

---

<sup>1</sup> Identité et motivation sont bien essentielles au développement territorial durable du moins par la loi car d'après la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (Loi n°95-115 du 4 février 1995) : « *Le développement local [...] favorise au sein de Pays présentant une cohésion géographique, historique, culturelle, économique et sociale, la mise en valeur des potentialités du territoire en s'appuyant sur une forte coopération intercommunale et sur l'initiative et la participation des acteurs locaux* ».



place d'une structure pour le développement local dès les années 70. De ce fait la mise en place du Pays des Landes de Gascogne a été logiquement facile compte tenue du passé du territoire dans la coopération locale. Ainsi, lors de la mise en place de la démarche Pays en France, les acteurs ont su se remettre en question et montrer leur motivation à conduire un projet commun. En découle une organisation simple et une Charte de développement axée sur l'économie mais laissant une place à des thématiques différentes. Contrairement au Pays Val de Garonne-Gascogne, le Pays des Landes de Gascogne a donc une histoire commune qui a sans doute du favoriser la volonté des acteurs à établir un projet commun.

D'après les observations que nous avons faites, nous pouvions donc penser que ces différences en termes de mise en place de structure, de motivations des acteurs locaux et d'unité territoriale auraient pu avoir une influence sur le caractère durable du développement des deux Pays. A priori donc, les stratégies de développement du Pays Val de Garonne-Gascogne semblaient donc moins "durable" que le Pays des Landes de Gascogne, puisque :

- Les acteurs du Pays Val de Garonne-Gascogne n'ont pas été habitués à travailler ensemble contrairement à ceux du Pays des Landes de Gascogne qui s'organisent depuis 1970 ;
- Le territoire du Pays Val de Garonne-Gascogne n'offre pas une unité culturelle contrairement au Pays des Landes de Gascogne ;
- Les acteurs politiques du Pays Val de Garonne-Gascogne ne semblaient pas motivés par la démarche contrairement au Pays des Landes de Gascogne.

Ainsi, d'après notre hypothèse l'analyse relative que nous avons faite aurait du montrer des différences en termes de développement territorial durable. Or d'après notre comparaison aucun des deux pays ne se dégage de l'autre en termes de développement territorial durable. Cependant ces résultats restent à nuancer, puisque nous avons fait de nombreuses approximations notamment en termes d'homogénéité supposé des territoires d'études.

Malgré tout, nous pouvons affirmer que durant la période étudiée qui est celle du premier contrat de Pays et selon les critères que nous avons pris en compte, aucun des deux Pays n'a proposé d'actions dont le résultat est d'offrir un développement territorial plus durable que l'autre.

**Ainsi contrairement à ce que nous pensions, dans notre cas d'étude, il n'existerait pas de corrélation entre la volonté des acteurs de se mobiliser au début du projet Pays et le caractère durable du développement d'un territoire.**

Pourquoi n'existe-t-il pas de différences alors qu'a priori tout laissait penser le contraire ?

Dans notre comparaison, nous avons constaté que les projets de Pays des Landes de Gascogne et du Pays Val de Garonne-Gascogne étaient la plupart du temps de même nature : zone d'activité, multiservices, salle de sport, TIC, opérations urbaines collective, centre de loisirs, etc. Ou alors il y avait des projets sans innovation particulière qui auraient pu être plus transversaux et ainsi capables de modifier le caractère durable du développement des pays ; tel que les Opérations de Restructuration de l'Artisanat et du Commerce, la mise en place d'appellations d'origines contrôlées, Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eau, Création de logement locatif, opération programmée d'amélioration de l'habitat, etc. Les Pays auraient pu, par exemple imaginer des projets d'habitat favorisant les ressources locales, mais aucun projet de ce type n'a été proposé.



Cette première constatation, montre donc que dans notre cas d'étude, **avoir des acteurs motivés à travailler ensemble n'aurait pas forcément d'impact sur la nature des projets de Pays**. Ainsi, les projets réalisés resteraient relativement semblables d'un Pays à l'autre et aucuns des deux pays ne se dégagerait de l'autre en terme de développement territorial durable. Par cette constatation, nous ne disons pas que ces projets ne sont pas nécessaires aux territoires qui les engagent, mais simplement qu'ils auraient pu être imaginé de façon à avoir un impact plus fort sur le développement territorial durable.

Dans notre étude nous observons également que la plupart des projets engagés ont toujours les mêmes maîtres d'ouvrages et principalement des porteurs de projet public : Communauté de communes, communes, etc. Seul le Pays Val de Garonne-Gascogne a soutenu quelques projets portés par des partenaires privés et des associations. Nous pouvons constater que les trois projets proposés par des partenaires privés/associatif sont quasiment les seuls à être transversaux (Centrale solaire photovoltaïque, traitement des rejets de pisciculture, plate-forme de tri des déchets du bâtiment). Ainsi, **il semblerait que les porteurs de projets publics soient restés malgré le Pays dans un schéma de développement qui favorise des projets que l'on réalisait déjà avant la création des Pays**.

Ainsi, la création des Pays, même si elle a permis une meilleure gestion des fonds publics en permettant de mieux analyser les besoins des territoires<sup>1</sup>, n'aurait pas permis la mise en place de projets novateurs en terme de développement durable. Ceci principalement à cause des porteurs de projets public qui souffrirait d'un manque de créativité sur les projets engagés. Dans les projets portés par les acteurs publics on déplorerait notamment :

- L'absence de liens entre les projets et l'environnement ou alors des actions ponctuelles favorisant la préservation de l'environnement (alors que la dimension environnementale est quand même une préoccupation majeure du développement durable)
- Le manque de créativité pour mettre en place de réels projets valorisant les ressources territoriales de façon transversale.

## **b. Réponse à la question générale**

Rappelons notre question générale :

**A partir de notre étude de cas et suivant l'exemple des Pays, peut-on affirmer que la motivation des acteurs est un levier au développement territorial durable ?**

Nous venons de montrer que notre cas d'étude, il n'existerait pas de corrélation entre la volonté des acteurs de se mobiliser au début du projet Pays et le caractère durable du développement d'un territoire. Ainsi, pour le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne, on ne peut pas dire que la motivation des acteurs soit un levier pour le développement territorial durable. Mais cela ne veut pas dire que dans l'absolu la motivation des acteurs n'est pas un levier au développement territorial durable. En effet, cette constatation n'est valable que dans l'exemple envisagé et en considérant que le but du Pays est bien de faire du développement territorial durable. Cependant, il paraîtrait essentiel que la motivation des acteurs soit présente pour réaliser du développement territorial durable, puisque eux seuls connaissent suffisamment le territoire pour en gérer les ressources de façon durable.

---

<sup>1</sup> Par l'intermédiaire de la démocratie participative permis par les conseils de développement.



**A travers l'exemple de nos Pays, la volonté des acteurs locaux n'apparaîtrait donc pas être un levier du développement territorial durable.** Mais finalement, le Pays ferait-il vraiment du développement territorial durable ? Ceci nous amène à notre hypothèse générale.

### c. Réponse à l'hypothèse générale

**Dans le cas français, le Pays serait une bonne échelle pour mettre en œuvre la territorialisation du développement durable.**

Malgré le fait que nous n'avons pas réussi à le montrer par l'intermédiaire des Pays que nous avons étudiés, l'hypothèse selon laquelle le développement territorial durable serait un concept qui nécessite une forte implication des acteurs locaux reste toujours envisageable, d'après ce que nous lisons dans la bibliographie:

*« La précision apportée par E. SABOURIN et O. TEIXEIRA (2002) introduit une autre dimension [au développement territorial durable] liée au territoire, celle de l'action collective et donc, implicitement, de l'implication des populations locales (qualifiées d'acteurs, ce qui est révélateur) dans le processus de développement. »<sup>1</sup>*

**Si cette hypothèse se vérifie<sup>2</sup>, nous pouvons penser que comme dans le cas de nos Pays les acteurs locaux ne semblent pas avoir eu d'effet sur le développement territorial durable,<sup>3</sup> alors il apparaîtrait que le Pays ne soit pas une bonne échelle pour mettre en œuvre le développement territorial durable.**

Dans notre cas les acteurs motivés du Pays des Landes de Gascogne n'ont pas réussi à modifier le caractère durable du développement du territoire auquel ils appartenaient. En effet, nous nous attendions à avoir un projet de développement plus durable dans le cas du Pays des Landes de Gascogne que dans le cas du Pays Val de Garonne-Gascogne.

Dans le cas des Pays, la démocratie participative permise à travers le conseil de développement serait donc mal exploitée puisqu'elle ne permettrait pas aux acteurs locaux de proposer des projets ayant une influence sur le développement territorial durable.

Par conséquent, à travers l'étude que nous avons menée, et selon nos critères d'études, le pays ne serait pas une bonne échelle pour traiter le développement territorial durable. Puisque la motivation des acteurs (démocratie participative) ne semble pas avoir d'effet sur les projets qui restent calés sur des schémas anciens sans innovations.

---

<sup>1</sup> Rochman, J. (2007). *Territoire et développement territorial durable : pertinence, potentiel et résultats dans le cadre de stratégies de développement. Réflexions à partir des cas de deux régions rurales en difficulté du Brésil. Colloque de l'ASRDLF*. Grenoble. pp 5

<sup>2</sup> Ce que nous n'avons réussi pas montrer par cette étude.

<sup>3</sup> D'après les critères que nous avons définis.



## Conclusion

Au regard des résultats de notre recherche, nous avons pu constater que la mise en œuvre d'un développement territorial durable n'était pas une tâche facile à réaliser. Nous avons pu observer que ni le Pays Val de Garonne-Gascogne ni le Pays des Landes de Gascogne n'a vraiment eu de stratégie de développement territorial durable dans sa globalité. Ceci pour plusieurs raisons qu'il conviendrait de montrer à travers d'autres exemples pour être confirmés.

Il semblerait dans un premier temps qu'avoir des acteurs motivés par une démarche de développement territoriale commune n'aurait pas forcément d'impact sur la nature des projets de Pays et donc sur le développement territorial durable de celui-ci. Ainsi, la présence d'acteurs locaux motivés que nous aurions pu penser comme une force pour un développement territorial durable n'aurait en fait pas de réel effet sur celui-ci dans le cadre des Pays. Cela remettrait donc en question le fondement même de la démarche Pays bâtie en partie sur la démocratie participative comme moteur du développement durable.

Dans un second temps, il semblerait que les porteurs de projets publics soient restés, malgré le Pays, dans un schéma de développement qui favorise des projets que l'on réalisait déjà avant la création des Pays. Les projets portés par les entités publiques seraient sans innovations ni prises de risques particuliers. Ainsi nous pouvons nous demander si les collectivités locales prennent vraiment en compte les opportunités et les atouts de leurs territoires pour développement territorial durable de celui-ci ?

Ces deux questions qui émergent à la fin de ce projet de recherche nous font bien comprendre la complexité du développement territorial durable et notamment sur la place des acteurs au cœur des projets de développement. Il paraît aujourd'hui nécessaire de tirer le meilleur parti des ressources locales aussi bien humaines que matérielles afin d'arriver à un véritable développement territorial durable qui pourra à terme se répercuter à l'échelle mondiale.



## Bibliographie

### Références générales

Becattini, G. (1992). *Le district marshallien : une notion socio-économique*. (G. Benko, & A. Lipietz, Éd.s.) Paris: PUF.

Brunel, S. (2007). Naissance d'une religion: le développement durable. Poitier.

Choay, F., & Merlin, P. (2005). *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement*. puf.

Commission mondiale sur l'environnement et le développement présidée par Gro Harlem Brundtland. (1987). *Notre avenir à tous*.

DATAR. (2002). *Les systèmes productifs locaux*. Paris: La Documentation française.

Demazière, C. (2007, Mars Avril). Développement, croissance et environnement: Trois notions aux relations complexes, un tour d'horizon des controverses. *Cahiers Français: Développement et environnement* (337).

Godard, O. (1994, octobre). Le développement durable: paysage intellectuel. *Nature, Sciences, Sociétés*, pp. 309 - 322.

Graz, J.-C., & Damian, M. (2005). Développement durable et commerce international. *Cahiers français* (325).

Jolivet, M. (2001), *Le développement durable, de l'utopie au concept – De nouveaux chantiers pour la recherche*, Natures Sciences et Sociétés, collection environnement, Paris.

Larousse. (1992). Le Petit Larousse.

Nations Unies. (2002). *Rapport du sommet mondial pour le développement durable*. Johannerburg.

Passet, R. (2002). *Un système économique qui détruit l'environnement s'autodétruit*. (A. Rapin, Intervieweur) Label France.

Pecqueur, B. (2000). *Le développement local*. Alternative économique, Syros.

Rochman, J. (2008). *Développement territorial durable, historique et définition : quelle pertinence pour l'analyse et le développement des espaces ruraux en difficultés*. Tours.

Rochman, J. (2007). *Territoire et développement territorial durable : pertinence, potentiel et résultats dans le cadre de stratégies de développement. Réflexions à partir des cas de deux régions rurales en difficulté du Brésil*. Colloque de l'ASRDLF. Grenoble.

Sachs, I. (1993). *L'écodéveloppement*. Syros.

Sciences de la société. (2002). *Autour du développement durable*. Presses universitaires du mirail.

Younès, C. (2008). Conférence sur la ville nature. Tours.



### Références générales internet

Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durable. (2003, Janvier). *Historique du Développement Durable*. Consulté le Novembre 2007, sur <http://www.semainedudeveloppementdurable.gouv.fr/>

Deneux, M. (2002, février 13). *L'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact possible sur la géographie de la France à l'horizon 2005, 2050 et 2100 (Tome 1 : Rapport)*. Consulté le Janvier 4, 2008, sur Bienvenue au Sénat: [http://www.senat.fr/rap/r01-224-1/r01-224-1\\_mono.html](http://www.senat.fr/rap/r01-224-1/r01-224-1_mono.html)

### Références concernant le Pays Val de Garonne-Gascogne et le Pays des Landes de Gascogne

Coignac, F., Gasperini, C., Moleiro, A., Petricau, B., & Zapella, L. (2007). *Evaluation et perspectives d'évolutions du Pays Val de Garonne-Gascogne*. Tours.

Pays des Landes de Gascogne. (2003). *Diagnostic: Pour un Pays vivant, attractif et accueillant*.

Pays des Landes de Gascogne. (2007). *Compte-rendu du 9 février de l'assemblée générale de Pays des Landes de Gascogne*. Morcenx.

Pays des Landes de Gascogne. (2007, Septembre). *Le livre Blanc*. Consulté le Avril 2008, sur Pays des Landes de Gascogne: <http://www.pays-landesdegascogne.org/palg/content/view/full/537>

Pays des Landes de Gascogne. (2006). *Pays des Landes de Gascogne: Bilan du contrat de Pays 2004 - 2006*. Sabres.



# **Table des matières**

|                     |          |
|---------------------|----------|
| <b>INTRODUCTION</b> | <b>4</b> |
|---------------------|----------|

|  |          |
|--|----------|
| <b><u>PREMIERE PARTIE : LE DEVELOPPEMENT TERRITORIALE DURABLE : UN CONCEPT BASE SUR DEUX GRANDES THEORIES AUX DIMENSIONS DIFFERENTES A (RE)DEFINIR AFIN DE MIEUX COMPRENDRE LA SPECIFICITE DE LA RECHERCHE</u></b> | <b>5</b> |
|--|----------|

|   |          |
|---|----------|
| <b>I. DEFINITIONS DES PRINCIPAUX TERMES DE LA RECHERCHE</b> | <b>5</b> |
|---|----------|

|  |    |
|--|----|
| A. LE DEVELOPPEMENT DURABLE                        | 5  |
| a.1.Le développement durable dans l’histoire       | 5  |
| a.2.Le débat sémantique                            | 6  |
| a.3.Les controverses sur le développement durable  | 6  |
| a.4.Définition du concept                          | 8  |
| B. LE DEVELOPPEMENT LOCAL                          | 10 |
| b.1.Définition                                     | 11 |
| b.2.Traduction opérationnel du développement local | 11 |

|             |    |
|-------------|----|
| C. SYNTHESE | 13 |
|-------------|----|

|  |           |
|--|-----------|
| <b>II. PRECISION DE LA PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE</b> | <b>14</b> |
|--|-----------|

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| A. PRECISION DE LA PROBLEMATIQUE | 14 |
| B. METHODOLOGIE                  | 17 |

|  |           |
|--|-----------|
| <b><u>DEUXIEME PARTIE : ANALYSE COMPARATIVE DU PAYS VAL DE GARONNE- GASCOGNE ET DU PAYS DES LANDES DE GASCOGNE</u></b> | <b>19</b> |
|--|-----------|

|  |           |
|--|-----------|
| <b>I. PRESENTATION ET JUSTIFICATION DU CHOIX DES TERRAINS D’ETUDES</b> | <b>19</b> |
|--|-----------|

|  |    |
|--|----|
| A. DEUX PAYS PROCHES MARQUES PAR DES DIFFERENCES CULTURELLES   | 19 |
| a.1.Pays val de Garonne-Gascogne   | 19 |
| a.2.Pays des Landes de Gascogne  | 20 |
| a.3.Bilan  | 21 |
| B. DES MODALITES DE MISE EN PLACE DIFFERENTES  | 22 |
| b.1.Pays Val de Garonne-Gascogne : une création mouvementée  | 22 |
| b.2.Pays des Landes de Gascogne : une mise en place logique de la démarche Pays                                  | 24 |
| b.3.Bilan  | 26 |
| C. UNE FORTE PARTICIPATION DEMOCRATIQUE AU DEBUT DE LA DEMARCHE DES DEUX PAYS                                    | 27 |
| c.1.Le Pays Val de Garonne-Gascogne : Une Participation démocratique marquée par la présence de nombreux acteurs | 27 |
| c.2.Le Pays des Landes de Gascogne : Une forte participation démocratique  | 27 |
| c.3.Bilan  | 28 |
| D. DEUX STRUCTURES ORGANISATIONNELLES DIFFERENTES MAIS COMMUNES PAR LEUR SOUPLESSE                               | 28 |
| d.1.Le Pays Val de Garonne Gascogne : une association à trois coprésidents                                       | 28 |



|  |           |
|--|-----------|
| d.2.Le Pays des Landes de Gascogne : un Groupement d'Intérêt Public de Développement Local                   | 29        |
| d.3.Bilan  | 29        |
| E. DEUX CHARTES A PRIORI EN ADEQUATION AVEC LES PRINCIPES DU DEVELOPPEMENT DURABLE                           | 30        |
| e.1.Le pays Val de Garonne Gascogne : une charte exhaustive  | 30        |
| e.2.Le Pays des Landes de Gascogne : une charte axée sur l'économie  | 32        |
| e.3.Bilan  | 33        |
| F. SYNTHESE  | 35        |
| f.1.Une comparaison légitime   | 36        |
| f.2.Des modalités de création différentes qui justifient le choix des pays dans le cadre de la problématique | 36        |
| <b>II. METHODOLOGIE ET LIMITE DE LA DEMARCHE COMPARATIVE</b>   | <b>38</b> |
| A. UN ASPECT QUANTITATIF A PRENDRE EN COMPTE DANS LA COMPARAISON   | 38        |
| B. METHODOLOGIE DE LA COMPARAISON  | 40        |
| b.1.Etablissement de critères de comparaison   | 40        |
| b.2.Comparaison relative à partir des critères définis   | 42        |
| b.3.Modélisation de la comparaison   | 43        |
| b.4.Bilan  | 43        |
| <b>III. COMPARAISON RELATIVE DE LA DURABILITE DES DEUX DEMARCHES DE PAYS</b>                                 | <b>44</b> |
| A. DIMENSION SOCIAL  | 44        |
| a.1.Equité sociale, réduction de la pauvreté   | 44        |
| a.2.Bien-être de la communauté locale  | 45        |
| a.3.Intégrité sociale  | 46        |
| a.4.Démocratie participative   | 48        |
| a.5.Education  | 50        |
| a.6.Bilan  | 51        |
| B. DIMENSION ECONOMIQUE  | 52        |
| b.1.Contribution à la viabilité économique locale  | 52        |
| b.2.Technologies de l'information et de la Communication   | 55        |
| b.3.Bilan  | 55        |
| C. DIMENSION ENVIRONNEMENTAL   | 56        |
| c.1.Lutte contre le changement climatique  | 56        |
| c.2.Préservation de l'environnement et des ressources locales  | 57        |
| c.3.Préservation des paysages  | 58        |
| c.4.Biodiversité et milieux  | 59        |
| c.5.Bilan  | 60        |
| D. TRANSVERSALITE ET COHERENCE DU PROJET PAYS  | 60        |
| d.1.Transversalité   | 60        |
| d.2.Culture  | 63        |
| d.3.Communication  | 65        |
| d.4.Bilan  | 66        |
| E. SYNTHESE DE LA COMPARAISON  | 66        |

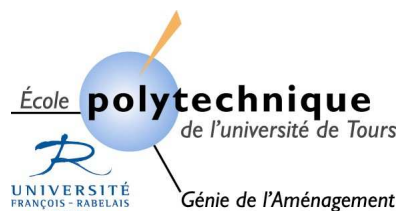


|   |           |
|---|-----------|
| <b>TROISIEME PARTIE : SYNTHESE CONCLUSIVE</b> | <b>68</b> |
| A. REPONSE A L'HYPOTHESE SPECIFIQUE           | 68        |
| B. REPONSE A LA QUESTION GENERALE             | 70        |
| C. REPONSE A L'HYPOTHESE GENERALE             | 71        |
| <b>CONCLUSION</b>                             | <b>72</b> |
| <b>BIBLIOGRAPHIE</b>                          | <b>73</b> |



**CITERES**  
**UMR 6173**  
*Cités, Territoires,*  
*Environnement et Sociétés*

*Equipe IPA-PE*  
*Ingénierie du Projet*  
*d'Aménagement, Paysage,*  
*Environnement*



Département Aménagement  
35 allée Ferdinand de Lesseps  
BP 30553  
37205 TOURS cedex 3

**Directeur de recherche :**  
**Jean-Paul Carrière**  
**Juliette Rochman**

**Moleiro André**  
**Projet de Fin d'Etudes DA 5**  
**2007-2008**

## **Résumé :**

Le développement territorial durable est une notion a priori contradictoire puisqu'elle associe deux concepts aux dimensions différentes. Le développement durable, concept qui naît à une échelle globale, est associé aux préoccupations du développement local. Cependant aujourd'hui beaucoup pensent que c'est en ajoutant cette dimension durable au développement local que l'on réussira à parvenir à un développement respectueux des hommes et de l'environnement à l'échelle globale. C'est dans ce contexte et par l'intermédiaire des Pays que nous menons cette étude. En effet, d'après notre hypothèse le Pays pourrait être, en France, une déclinaison opérationnelle du développement territorial durable. Or l'action des Pays repose essentiellement sur la motivation de ces acteurs à vouloir bâtir un projet commun. Ainsi, nous supposons que puisque la démarche Pays serait du développement territorial durable, alors si nous nous retrouvons avec un Pays contenant des acteurs motivés un Pays ne pourra être que plus "durable" que s'il se compose d'acteurs moins motivés. Pour vérifier cette hypothèse nous basons notre étude sur la comparaison du Pays Val de Garonne-Gascogne et du Pays des Landes de Gascogne. Dans un premier temps nous observons dans quelle mesure ces deux Pays sont comparables et comment ils rentrent dans la problématique. Ensuite nous établissons une méthode ayant pour but de mesurer relativement lequel des deux Pays offre un développement plus durable que l'autre. Enfin, nous tentons d'établir des corrélations entre histoire de la mise en place des Pays et caractère durable de ceux-ci.

## **Mots clés +mots géographiques :**

Développement territorial durable, développement local, développement durable, acteurs, gouvernance, Projet de développement, comparaison, contrat de Pays, évaluation de Pays, espace à dominante rural, Pays Val de Garonne-Gascogne, Pays des Landes de Gascogne, Landes (63), Gironde (33), Lot et Garonne (42), Aquitaine.